

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1631

3 juillet 2008

SOMMAIRE

Ageplan S.à r.l.	78284	Humboldt Multi Invest C SICAV	78264
Argo Investment Fund	78254	Immomit	78285
Assurisk	78287	Immo-Style S.A.	78244
BFT Lux Fund	78243	Infoservers S.A.	78285
Cnig S.A.	78245	ING Multimanager Fund	78263
Continental Finance Group S.A.	78284	(LF)	78248
COPLA - Consortium de Placements S.A.	78244	Lion/Hotel Lux 1	78288
Deka-WorldGarant 6/2008	78263	LuxeV	78283
Den Daachdecker S.à r.l.	78282	Ozlo Investments S. à r.l.	78288
DWS Invest	78283	PensionProtect	78281
E.P. Véhicules S.A.	78284	Pirooz S.à r.l.	78288
European Energy Development S.A.	78286	Plafolux	78283
European Financial and Partners S.A. So- parfi	78283	Puxian Investments II S.à r.l.	78245
European Value Partners Advisors	78287	Rinnen Invest S.A.	78282
Firma ZIMMER S.à r.l.	78287	Rinnen Invest S.A.	78282
First Service Computers Sàrl	78286	Rinnen Invest S.A.	78282
Forchim S.A.H.	78242	Shaftesbury Asset Management Group (Luxembourg) S.A.	78281
Galen Industry S.A.	78286	S.P.A. Trans S.à.r.l.	78287
Generalcorp	78248	Splendide International Holding S.A.	78244
Generali Komfort	78263	Standard International Holdings S.A.	78288
Glacier Investment II Holdings	78284	Thewix Radiology	78286
Gremir S.A.	78285	Tor-Isteg-Steel-Corporation	78288
Hazel Holding S.A.	78242	Westerwald Haus S.A.	78285

Hazel Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 79.207.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 4 août 2008 à 12.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 24 juin 2008 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 5 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008077246/696/15.

Forchim S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 6.398.

Les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 23 juillet 2008 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification du statut de la société qui n'aura plus désormais celui d'une société holding défini par la loi du 31 juillet 1929 mais celui d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») défini par la loi du 11 mai 2007.
2. Modification du premier alinéa de l'article 1^{er} des statuts de la société comme suit: «Il existe une société de gestion de patrimoine familial sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination de «FORCHIM S.A., société de gestion de patrimoine familial».»
3. Modification de l'article 2 des statuts de la société comme suit : «La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte, à l'exclusion de toute activité commerciale. La société pourra détenir une participation dans une société à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société. Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites des dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»)».
4. Ajout d'un nouvel alinéa à l'article 3 des statuts: «La société réservera ses actions aux investisseurs suivants:
 - a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou
 - b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou
 - c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.»
5. Modification de l'article 4 des statuts de la société comme suit: «La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire. Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.
En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.»
6. Modification de l'article 5 des statuts de la société comme suit: «Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.
Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.
Le Conseil d'administration devra choisir en son sein un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Le Conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.»

7. Modification de l'article 11 des statuts pour lui donner la teneur suivante: «La loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et la loi du 11 mai relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»
8. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2008079811/1017/68.

BFT Lux Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 133.870.

Le Conseil d'Administration de la Société sous rubrique, a l'honneur de convoquer les Actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *21 juillet 2008* à 14.00 heures, au siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Nomination du Président de l'Assemblée.
2. Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice social clôturé le 31 mars 2008.
3. Présentation et approbation des bilan et comptes de pertes et profits pour l'exercice social clôturé le 31 mars 2008.
4. Affectation des résultats.
5. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice de leur mandat durant l'exercice social clôturé le 31 mars 2008.
6. Elections statutaires:
 - De reconduire les mandats de M. Christian Homolle, de M. Stéfan Narbutas, de M. Antoine Gilson de Rouvreur et de M. Frédéric Bompaire en qualité d'Administrateurs jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2009.
 - De reconduire le mandat de M. Frédéric Bompaire en qualité de Président du Conseil d'Administration jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2009.
 - De reconduire le mandat de KPMG Audit en qualité de Réviseur d'Entreprises jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2009.
7. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui désirent participer à l'Assemblée Générale Ordinaire, sont priés d'effectuer le dépôt de leurs titres deux jours francs avant la date de l'Assemblée au siège social de la Société.

Les actionnaires nominatifs qui désirent prendre part à l'Assemblée Générale Ordinaire sont priés de faire connaître à la Société, deux jours francs au moins avant l'Assemblée, leur intention d'y participer (Attn : Mlle Alexandra Schmitt ,

CACEIS Bank Luxembourg, 5 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg - Fax : +352 47 67 33 45). Ils y seront admis sur justification de leur identité.

Tout actionnaire a par ailleurs la possibilité de voter par procuration. A cet effet, des formulaires de procuration sont disponibles sur simple demande au siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008080514/755/38.

COPLA - Consortium de Placements S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 27.838.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra lundi, le 21 juillet 2008 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2007.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008080518/29/16.

Splendide International Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 61.109.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra lundi, le 21 juillet 2008 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2007.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008080520/29/18.

Immo-Style S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 87.477.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

du mardi 22 juillet 2008 à 10.00 heures au siège de la société 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. Présentation et approbation des rapports de gestion du Conseil d'Administration et des rapports du Commissaire aux Comptes sur les exercices clôturés aux 31 décembre 2006 et 2007;
- b. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2006 et 2007;

- c. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
- d. Démission du Commissaire aux Comptes en fonction;
- e. Nomination du nouveau Commissaire aux Comptes;
- f. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- g. Nominations;
- h. Divers.

Le Commissaire aux Comptes.

Référence de publication: 2008080517/780/21.

Cnig S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 102.307.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 14 juillet 2008 à 10.15 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapports de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapports du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels aux 31 décembre 2005, 31 décembre 2006, 31 décembre 2007 et affectation des résultats,
- Quidus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Délibération et décision à prendre quant à la poursuite éventuelle de l'activité de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008072538/755/22.

Puxian Investments II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 139.522.

STATUTEN

Im Jahre zweitausend und acht, am dreizehnten Juni.

Vor dem unterzeichneten Maître Camille Mines, Notar, mit Amtswohnsitz in Capellen.

IST ERSCHIENEN:

die Puxian Investments S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Gesellschaftssitz in L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter Nummer B. 112.841,

hier vertreten durch Herrn Christian Jungers, Rechtsanwalt, wohnhaft in L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg am 13. Juni 2008.

Welche Vollmacht, nach ne varietur Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten der Erschienenen und dem amtierenden Notar, der vorliegenden Urkunde zwecks Einregistrierung beigelegt bleiben wird.

Diese Erschienenene, vertreten wie angegeben, erklärt eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung zu gründen, welche der folgenden Satzung unterliegt.

Art. 1. Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischen Recht und führt die Bezeichnung "Puxian Investments II S.à r.l.".

Art. 2. Gegenstand der Gesellschaft ist der Erwerb und die Verwaltung von Vermögen, insbesondere von Anteilen an Kapitalgesellschaften, zur eigenen Vermögensanlage. Die Gesellschaft darf alle Geschäfte betreiben, die mit dem Gegenstand des Unternehmens zusammenhängen und ihm unmittelbar oder mittelbar förderlich sind.

Die Gesellschaft kann insbesondere ihre Mittel zur Erstellung, Führung, Verwertung und Liquidation eines aus Titeln jeglicher Herkunft zusammengesetzten Portfolios verwenden, an der Gründung, Entwicklung und Kontrolle jeglicher Unternehmen teilnehmen, jegliche Titel durch Investition, Zeichnung, Übernahme oder Kaufoption und auf jegliche andere Art erstehen, sie durch Kauf, Übertragung, Austausch oder auf sonst eine Weise verwerten oder veräußern. Die Ge-

sellschaft kann auch sämtliche Hilfen oder Garantien dritten Gesellschaften geben, um ihre Verpflichtungen oder die Verpflichtungen von Tochtergesellschaften, Schwestergesellschaften oder anderen Gesellschaften zu sichern. Sie kann alle oder teils ihre Vermögensgegenstände verpfänden, übertragen, belasten oder jegliche Werte auf ihre Vermögensgegenstände bestellen. Die Gesellschafter oder dritte Gesellschaften können die Gesellschaft mit jeglichen Mitteln finanzieren.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, industriellen oder finanziellen Operationen sowie alle Überträge von beweglichem und unbeweglichem Eigentum durchführen, die notwendig zur Erfüllung ihres Gesellschaftszweckes sind.

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Er kann jederzeit in irgendeine andere Ortschaft des Großherzogtums Luxemburg durch einfachen Beschluss des einzigen Gesellschafters oder der Gesellschafter verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Niederlassungen in Luxemburg sowie im Ausland gründen.

Art. 4. Die Gesellschaft wird auf unbegrenzte Dauer gegründet.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 50.000 (fünfzigtausend Euro), eingeteilt in 500 (fünfhundert) gleichwertige Anteile mit einem Nennwert von je EUR 100 (einhundert Euro) pro Anteil.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit von dem einzigen Gesellschafter oder von den Gesellschaftern gemäß Artikel 13 dieser Satzung abgeändert werden.

Art. 7. Jeder Anteil gibt Anrecht auf einen Teil der Aktiva und der Gewinne der Gesellschaft, der im proportionalen Verhältnis zur Zahl der existierenden Anteile steht.

Art. 8. Gegenüber der Gesellschaft sind die Gesellschaftsanteile unteilbar; nur ein Inhaber pro Anteil ist zugelassen. Bruchteilseigentümer müssen sich von einer einzigen Person gegenüber der Gesellschaft vertreten lassen.

Art. 9. Die Gesellschaftsanteile können nur unter nachfolgendem Vorbehalt, frei veräußert werden: soweit und solange die Gesellschaftsanteile zum Sicherungsvermögen eines deutschen Versicherungsunternehmens gehören, kann über diese Anteile nur mit vorheriger schriftlicher Zustimmung des bestellten Treuhänders nach § 70 deutsches Versicherungsaufsichtsgesetz (VAG) oder eines seiner Stellvertreter verfügt werden.

Darüber hinaus gelten die Bestimmungen gemäß Artikel 189 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (das Gesetz vom 10. August 1915).

Art. 10. Die Gesellschaft wird nicht durch das Ableben, die Aberkennung der bürgerlichen Ehrenrechte, den Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit des einzigen Gesellschafters oder eines Gesellschafters aufgelöst.

Art. 11. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls es mehrere Geschäftsführer gibt, bilden sie einen Geschäftsführerrat. Die Geschäftsführer brauchen nicht Gesellschafter zu sein. Die Geschäftsführer werden durch die Generalversammlung der Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapital besitzen, ernannt, widerrufen, und ersetzt (ohne dass es hierbei der Angabe von Gründen bedarf).

Gegenüber Dritten haben die Geschäftsführer alle Befugnisse, unter jeden Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln, die im Gesellschaftszweck vorgesehenen Geschäfte durchzuführen und zu beschließen, insofern Artikel 11 dieser Satzung berücksichtigt wurde.

Die Geschäftsführer sind befugt, alle Geschäfte vorzunehmen, die nicht durch das Gesetz oder durch diese Satzung ausdrücklich der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind.

Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Mitgliedern des Geschäftsführerrates verpflichtet. Die Gesellschafterversammlung oder der Geschäftsführerrat können ihre Befugnisse für spezifische Geschäfte einem oder mehreren ad hoc Agenten übertragen.

Die Gesellschafterversammlung oder der Geschäftsführerrat werden die Befugnisse und das Gehalt (wenn es ein Gehalt gibt) der Agenten, die Dauer ihres Auftrages und jede relevante Bedingung ihres Mandats bestimmen.

Beschlüsse des Geschäftsführerrates werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst.

Jeder Geschäftsführer wird durch schriftliche Einberufung per Brief, Telefax, Telegramm oder Telex von jedem Geschäftsführerrat wenigstens 24 (vierundzwanzig) Stunden im voraus informiert, außer in Dringlichkeitsfällen. Auf eine schriftliche Einberufung kann verzichtet werden, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und bestätigen, dass sie ordnungsgemäß über die Tagesordnung der Sitzung informiert wurden. Eine Einberufung ist nicht nötig für Sitzungen, für die sowohl der Sitzungstermin als auch der Sitzungsort in einem früheren Beschluss des Geschäftsführerrates festgelegt worden sind. Jeder Geschäftsführer kann einen anderen Geschäftsführer schriftlich per Brief, Telefax, Telegramm oder Telex zu seiner Vertretung bevollmächtigen. Die Geschäftsführer können auch per Telefon abstimmen, müssen dies jedoch schriftlich bestätigen. Beschlüsse können nur dann gefasst werden, wenn die Mehrheit der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist.

Ungeachtet der vorhergehenden Bestimmungen können Beschlüsse des Geschäftsführerrates auch per Umlaufbeschluss gefasst werden. Ein Umlaufbeschluss gilt dann als gefasst, wenn eines oder mehrere Dokumente, welche den Beschluss beinhalten, von allen Geschäftsführern unterschrieben wurden. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als Datum des Beschlusses.

Art. 12. Die Geschäftsführer gehen keine persönlichen Verbindlichkeiten in Bezug auf die Verbindlichkeiten, die sie im Namen der Gesellschaft und im Rahmen ihrer Befugnisse eingegangen sind, ein.

Art. 13. Der einzige Gesellschafter übt alle Befugnisse aus, die der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind. Falls es mehrere Gesellschafter gibt, hat jeder Gesellschafter das Recht, an den gemeinsamen Beschlüssen teilzunehmen, unabhängig von seiner Kapitalbeteiligung. Das Eigentum an einem Anteil beinhaltet zugleich implizit das Einverständnis mit der Satzung und den von dem einzigen Gesellschafter oder von der Gesellschafterversammlung angenommenen Beschlüssen. Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme, vorbehaltlich der durch Gesetze auferlegten Beschränkungen. Gemeinsame Beschlüsse sind rechtskräftig, wenn sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten, angenommen werden.

Ungeachtet Artikel 11 dieser Satzung kann der einzige Gesellschafter oder die Gesellschafterversammlung, während der ersten Gesellschafterversammlung, die direkt nach Gründung der Gesellschaft abgehalten wird, eine dritte Person dazu bevollmächtigen, Gesellschaftsanteile in einer oder mehreren existierenden Gesellschaften zu erwerben.

Beschlüsse im Rahmen von Satzungsabänderungen bedürfen der Mehrheit der Gesellschafter, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals besitzen, unter Vorbehalt der Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915.

Art. 14. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember jeden Jahres.

Art. 15. Am Ende jedes Geschäftsjahres am 31. Dezember werden die Bücher der Gesellschaft abgeschlossen und der oder die Geschäftsführer stellen die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung sowie ein Inventar der Aktiva und Passiva der Gesellschaft auf.

Das Inventar sowie die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung stehen am Gesellschaftssitz zur Einsicht jedes Gesellschafters zur Verfügung.

Mit der Aufsicht und der Kontrolle über die Tätigkeit der Gesellschaft kann ein oder mehrere Wirtschaftsprüfer betraut werden.

Der einzige Gesellschafter oder die Gesellschafterversammlung bestellt den oder die möglichen Wirtschaftsprüfer und legt deren Amtsdauer fest, welche sechs Jahre nicht überschreiten darf.

Der einzige Gesellschafter oder die Gesellschafterversammlung kann den oder die möglichen Wirtschaftsprüfer jederzeit abberufen. Der bzw. die möglichen Wirtschaftsprüfer können wiedergewählt werden.

Art. 16. Die Einkünfte aus der Rechnungslegung, minus die allgemeinen Kosten und Abschreibungen, bilden den Reingewinn der Gesellschaft. Aus diesem Reingewinn sind fünf Prozent (5%) für die Bildung eines gesetzlichen Reservefonds zurückzustellen, bis dieser Reservefonds zehn Prozent (10%) des nominellen Gesellschaftskapital erreicht hat. Der verbleibende Reingewinn kann an die Gesellschafter entsprechend ihrer Kapitalbeteiligung ausgeschüttet werden. Die Generalversammlung der Gesellschafter kann jedoch auch beschließen die Dividendenausschüttung nach anderen Maßstäben festzusetzen unter der Voraussetzung, dass kein Gesellschafter bei der Dividendenausschüttung ausgeschlossen wird. Der oder die Geschäftsführer können Zwischendividenden ausschütten.

Art. 17. Die Liquidierung der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Liquidatoren vorgenommen. Die Liquidatoren können Gesellschafter oder Nichtgesellschafter sein. Sie werden von der Gesellschafterversammlung ernannt, die ihre Rechte und ihr Gehalt festlegt.

Art. 18. Für alle Punkte, die in der Satzung nicht festgelegt sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, sowie abgeändert, verwiesen.

Zeichnung und Einzahlung

Alle 500 Gesellschaftsanteile werden von der Puxian Investments S.à r.l., vorbenannt, gezeichnet und ganz in bar eingezahlt, so dass der Betrag von EUR 50.000 der Gesellschaft zur Verfügung steht, worüber dem amtierenden Notar, der dies ausdrücklich feststellt, der Nachweis erbracht wurde.

Vorübergehende Bestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft, und wird am 31. Dezember 2008 enden.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, unter irgendwelcher Form, welche der Gesellschaft wegen ihrer Gründung obliegen oder zur Last gelegt werden, betragen schätzungsweise EUR 1.675,-.

Ausserordentliche Generalversammlung

Sofort nach Gründung der Gesellschaft hat der einzige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

- 1) Die Anzahl der Geschäftsführer wird auf 2 festgelegt. Als Geschäftsführer werden auf unbestimmte Dauer ernannt:
 - Herr Arnd Hesseler, geboren am 6. Juni 1964 in Essen (D), geschäftsansässig in 26, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg;
 - Herr Hero Wentzel, geboren am 29. August 1950 in Nieuwer-Amstel (NL), geschäftsansässig in 484, Keizersgracht, NL-1017 Amsterdam.

2) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-2450 Luxemburg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.

Aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der Erschienenen, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, hat dieser mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: C. JUNGERS, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 16 juin 2008. Relation: CAP/2008/1801. — Reçu deux cent cinquante euros (250,- €).

Le Releveur (signé): I. Neu.

POUR COPIE CONFORME, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 16 juin 2008.

Camille MINES.

Référence de publication: 2008079313/225/149.

(080093630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2008.

(LF), Fonds Commun de Placement.

Le Règlement de Gestion en juin 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

EFG Private Bank (Luxembourg) SA

Banque Domiciliaire

Signature

Référence de publication: 2008079314/1210/12.

Enregistré à Luxembourg, le 16 juin 2008, réf. LSO-CR05227. - Reçu 48,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080093869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Generalcorp, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 62.660.

L'an deux mille huit, le neuf juin.

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de "GENERALCORP" (ci-après la "Société"), ayant son siège social à L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 62.660, constituée suivant acte notarié en date du 9 janvier 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") du 14 février 1998, numéro 97.

L'assemblée est ouverte à 11.30 heures sous la présidence de Madame Anne Contreras, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui nomme comme secrétaire Madame Marie-Catherine Masle, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutatrice Madame Julie Thai, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

1) Conformément à l'article 70 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915"), les convocations établissant l'ordre du jour de l'assemblée ont été envoyées aux actionnaires nominatifs le 29 mai 2008.

2) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

I. Mise à jour des statuts de la Société (les "Statuts") afin de refléter les modifications suivantes:

1. Soumission de la Société à la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés (la "Loi du 13 février 2007") et, en conséquence, (i) toutes les références dans les Statuts à la "Loi du 19 juillet 1991" concernant les organismes de placement collectif dont les titres ne sont pas destinés au placement dans le public sont remplacés par une référence à la "Loi du 13 février 2007", (ii) toutes les références à "investisseur institutionnel" sont remplacées par la référence "investisseur averti".

2. Mise à jour des Statuts afin de les adapter à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la "Loi de 1915").

3. Adaptation de l'Article 4 "Objet" à la Loi du 13 février 2007, qui aura désormais la teneur suivante:

"L'objet exclusif de la Société est le placement collectif des fonds dont elle dispose en valeurs avec l'objectif de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses actifs.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, au sens le plus large autorisé par la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés (la "Loi du 13 février 2007")."

4. Adaptation du paragraphe 1 de l'Article 5 "Capital Social - Catégorie d'Actions" à la Loi du 13 février 2007, notamment (i) afin de spécifier que le capital social minimum de la Société est d'un million deux cent cinquante mille euros (EUR 1.250.000,-) et (ii) remplacement du franc luxembourgeois par l'euro.

5. Adaptation de l'Article 6 "Forme des Actions" à la loi du 13 février 2007.

6. Adaptation de l'Article 7 "Emission des Actions" à la loi du 13 février 2007.

7. Adaptation de l'Article 8 "Rachat des Actions" à la Loi de 1915 et à la Loi du 13 février 2007.

8. Mise à jour de l'Article 11 "Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action" afin de l'adapter au contenu du document d'émission.

9. Mise à jour de l'Article 12 "Fréquence et Suspension Temporaire du Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action, des Emissions, Rachats et Conversions d'Actions" afin de l'adapter au contenu du document d'émission.

10. Mise à jour de l'Article 14 "Réunions du Conseil d'Administration" aux dispositions de la Loi de 1915 telle que modifiée par la loi du 25 août 2006 relative à la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle (la "Loi de 2006"), notamment quant aux conditions de présence et l'utilisation de la visioconférence.

11. Mise à jour de l'Article 23 "Assemblées Générales des Actionnaires de la Société" aux nouvelles dispositions de la Loi de 1915 telle que modifiée par la Loi de 2006.

12. Adaptation de l'Article 24 "Assemblées Générales des Actionnaires d'un Compartiment" à la Loi du 10 août 1915.

13. Modification de l'Article 25 "Clôture et Fusion des Compartiments" à afin d'y inclure la possibilité d'apporter les avoirs d'un compartiment à un autre organisme de placement collectif.

II. Transfert du siège social vers L-2951 Luxembourg, 50, avenue J.-F. Kennedy.

III. Divers.

3. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

4. Il résulte de la liste de présence, que sur les 914.699,389 actions en circulation, la totalité des actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale.

5. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée générale des actionnaires (ci-après "Assemblée Générale") prend les résolutions suivantes:

Première résolution

Sur la proposition du conseil d'administration, l'Assemblée Générale décide de soumettre la Société à la Loi du 13 février 2007 et de modifier les Statuts tel que décrit ci-après.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de remplacer dans les Statuts, lorsque cela est nécessaire, toutes les références à la loi du 19 juillet 1991 concernant les organismes de placement collectif dont les titres ne sont pas destinés au placement dans le public ainsi que les références à la loi du 30 mars 1988 relatif aux organismes de placement collectif par les références à la Loi du 13 février 2007, notamment aux articles 5, 22, 28 et 32.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide de remplacer dans les Statuts toutes les références à "investisseur institutionnel" par la référence "investisseur averti".

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide de mettre à jour les Statuts afin de les adapter à la Loi de 1915 telle que modifiée.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 4 "Objet" comme suit:

"L'objet exclusif de la Société est le placement collectif des fonds dont elle dispose en valeurs avec l'objectif de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses actifs.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, au sens le plus large autorisé par la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés (la "Loi du 13 février 2007").".

Sixième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier les trois premiers paragraphes de l'article 5 "Capital Social - Catégorie d'Actions" comme suit:

"Le capital de la Société sera représenté par des actions entièrement libérées, sans mention de valeur, et sera à tout moment égal à la somme des actifs nets de la Société, établis conformément à l'Article 11 des présents statuts. Le capital minimum sera celui prévu par la Loi du 13 février 2007, soit actuellement un million deux cent cinquante mille euros (EUR 1.250.000,-).

Les actions à émettre conformément à l'article 7 des présents statuts pourront être émises, au choix du conseil d'administration, au titre de différentes catégories. Le produit de toute émission d'actions relevant d'une catégorie déterminée sera investi conformément à la politique d'investissement déterminée par le conseil d'administration pour le compartiment (tel que défini ci-après), établi pour la (les) catégorie(s) d'actions concernée(s), compte tenu des restrictions d'investissement adoptées par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration établira une masse d'avoirs constituant un compartiment ("Compartiment"), au sens de l'article 71 de la Loi du 13 février 2007, correspondant à une catégorie d'actions ou correspondant à deux ou plusieurs catégories d'actions, de la manière décrite à l'article 11 des présents statuts. Dans les relations des actionnaires entre eux, chaque masse d'avoirs sera investie au profit exclusif du Compartiment concerné. Vis-à-vis des tiers toutefois, en particulier vis-à-vis des créanciers de la société, la Société constitue une seule et même entité juridique. tous les engagements engageront la Société toute entière, quelque soit le Compartiment auquel ces engagements sont attribués, à moins qu'il n'en ait été autrement convenu avec des créanciers déterminés."

L'Assemblée Générale décide en outre de modifier les deux derniers paragraphes de l'article 5 comme suit:

"A l'échéance finale d'un Compartiment, toutes les actions en circulation de la catégorie ou des catégories d'actions concernée(s) seront rachetées conformément à l'Article 8 des présents statuts nonobstant les dispositions de l'Article 25 des présents statuts. Un mois avant l'expiration de la période pour laquelle un Compartiment a été créé, les actionnaires nominatifs et les actionnaires au porteur de la catégorie d'actions concernée seront informés par les mêmes moyens que ci-dessus mentionnés en cas de prorogation de la durée d'un Compartiment. Les documents de vente des actions de la Société doivent contenir toutes les informations relatives à la durée des différents Compartiments et seront mis à jour et modifiés afin de refléter toute décision de prorogation de la durée prise par le conseil d'administration.

Pour déterminer le capital de la Société, les avoirs nets correspondant à chaque catégorie d'actions seront, s'ils ne sont pas exprimés en euros, convertis en euros et le capital sera égal au total des avoirs nets de toutes les catégories d'actions."

Septième résolution

L'assemblée générale décide de modifier les quatrième et cinquième paragraphes de l'article 6 "Forme des Actions" comme suit:

"En cas d'émission d'actions au porteur, les actions nominatives pourront être converties en actions au porteur et les actions au porteur pourront être converties en actions nominatives sur demande du propriétaire des actions concernées. La conversion d'actions nominatives en actions au porteur sera effectuée par annulation des certificats d'actions nominatives, si de tels certificats ont été émis, et, le cas échéant, par émission d'un ou de plusieurs certificats d'actions au porteur en leur lieu et place, et une mention devra être faite au registre des actions nominatives constatant cette annulation. La conversion d'actions au porteur en actions nominatives sera effectuée, le cas échéant, par annulation des certificats d'actions au porteur, et, s'il y a lieu, par émission de certificats d'actions nominatives en leur lieu et place, et une mention sera faite au registre des actions nominatives constatant cette émission. Le coût de la conversion pourra être mis à la charge de l'actionnaire par décision du conseil d'administration.

Avant que des actions au porteur ne soient émises et avant que des actions nominatives ne soient converties en actions au porteur, la Société peut exiger des garanties assurant au conseil d'administration qu'une telle émission ou conversion ne résultera pas dans la détention d'actions par un investisseur non averti ou par un "ressortissant des Etats-Unis"."

Huitième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier le premier paragraphe de l'article 7 "Emission des Actions" comme suit:

"Le conseil d'administration est autorisé à émettre à tout moment et sans limitation un nombre illimité d'actions entièrement libérées ou non, tel que décrit le cas échéant dans les documents de vente de la Société, sans réserver aux actionnaires anciens un droit préférentiel de souscription aux actions à émettre."

L'assemblée Générale décide en outre de modifier le quatrième paragraphe de l'article 7 comme suit:

"Lorsque la Société offre des actions en souscription après la période initiale de souscription, le prix par action offerte sera égal à la valeur nette d'inventaire par action de la catégorie concernée, déterminée conformément à l'article 11 des présents statuts au Jour d'Evaluation (défini à l'article 12 des présents statuts). Ce prix peut être majoré par un pourcentage estimé de coûts et dépenses encourus par la Société lorsqu'elle investit les produits des émissions ainsi que par

des commissions de vente applicables, tel qu'approuvé périodiquement par le conseil d'administration. Le prix ainsi déterminé sera payable endéans une période déterminée par le conseil d'administration qui n'excédera pas cinq jours ouvrables à partir du Jour d'Evaluation applicable."

Neuvième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier le quatrième paragraphe de l'article 8 "Rachat des Actions" comme suit:

"Le prix de rachat par action sera payable pendant une période déterminée par le conseil d'administration qui n'excédera pas dix jours ouvrables à partir du Jour d'Evaluation applicable, pourvu que les certificats d'actions, s'il y en a, aient été reçus par la Société, le tout sans préjudice des dispositions de l'Article 12 des présents Statuts."

L'Assemblée Générale décide en outre de modifier le septième paragraphe de l'article 8 comme suit:

"La Société aura le droit, si le conseil d'administration le décide et avec l'accord de l'actionnaire concerné, de satisfaire au paiement du prix de rachat des actions de chaque actionnaire par attribution en nature à cet actionnaire d'investissements, provenant de la masse des avoirs établie en rapport avec la (les) catégorie(s) d'actions concernées et ayant une valeur égale (déterminée de la manière prescrite à l'Article 11 ci-dessous au Jour d'Evaluation lors duquel le prix de rachat est calculé) à la valeur des actions à racheter. La nature ou le type d'avoirs à transférer en pareil cas sera déterminé sur une base équitable et raisonnable sans préjudicier les intérêts des autres détenteurs d'actions de la (des) catégorie(s) en question et l'évaluation dont il sera fait usage sera confirmée par un rapport spécial du réviseur d'entreprises agréé de la Société. Le coût d'un tel transfert sera à supporter par l'actionnaire au bénéfice duquel le transfert est fait."

L'Assemblée Générale décide enfin de supprimer le dernier paragraphe de l'article 8 relatif à l'annulation des actions rachetées.

Dixième résolution

L'Assemblée Générale décide de supprimer le dernier paragraphe de l'article 9 "Conversion des Actions" relatif à l'annulation des actions converties.

Onzième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier le premier paragraphe de l'article 10 "Restrictions à la propriété des Actions" comme suit:

"La Société pourra restreindre ou empêcher la possession de ses actions par toute personne, firme ou société, si, de l'avis de la Société, une telle possession peut être préjudiciable pour la Société, si elle peut entraîner une violation légale ou réglementaire, luxembourgeoise ou étrangère, ou s'il en résultait que la Société serait soumise à des lois autres que luxembourgeoises (y compris mais sans limitation, les lois fiscales). La Société n'est accessible qu'aux investisseurs avertis au sens de la Loi du 13 février 2007. La Société refusera par conséquent l'émission ou le transfert d'actions qui aura pour effet d'octroyer la propriété d'actions de la Société à un investisseur non averti. S'il apparaît à la Société qu'un investisseur non averti est le bénéficiaire économique d'actions de la Société, celle-ci procédera au rachat forcé des actions concernées de la manière décrite sub D ci-dessus."

Douzième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier les points a) à g) de la section "La valeur de ces avoirs sera déterminée de la manière suivante" ainsi que les deux paragraphes suivants sous I. de l'article 11 "Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action" comme suit:

a) La valeur des espèces en caisse ou en dépôt, des effets et billets payables à vue et des comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts annoncés ou venus à échéance mais non encore encaissés, consistera dans la valeur nominale de ces avoirs. S'il s'avère toutefois improbable que cette valeur pourra être touchée en entier, la valeur sera déterminée en retranchant tel montant que la Société estimera adéquat en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs.

b) La valeur de toutes valeurs mobilières qui sont négociées ou cotées sur une bourse de valeurs sera déterminée suivant leur dernier cours publié disponible sur la bourse qui constitue normalement le marché principal pour les valeurs mobilières en question.

c) La valeur de toutes valeurs mobilières qui sont négociées sur un autre marché réglementé qui opère régulièrement et est reconnu et ouvert au public ("Marché Réglementé") est basée sur leur dernier cours disponible.

d) Dans la mesure où des valeurs mobilières en portefeuille ne sont pas négociées ou cotées sur une bourse de valeurs ou sur un autre Marché Réglementé ou si, pour des valeurs cotées ou négociées sur une telle bourse ou sur un tel autre Marché Réglementé, le prix déterminé conformément aux dispositions sub (b) ou (c) ci-dessus n'est pas représentatif de la valeur réelle de ces valeurs mobilières, celles-ci seront évaluées sur base de leur valeur probable de réalisation qui sera estimée avec prudence et bonne foi.

e) La valeur des parts d'OPC sera déterminée suivant la dernière valeur nette d'inventaire disponible.

f) La valeur de liquidation des contrats à terme et des options non négociés sur des bourses sera déterminée conformément aux règles fixées par le conseil d'administration, selon des critères uniformes pour chaque catégorie de contrats. La valeur de liquidation des contrats à terme et des options négociés sur des bourses sera basée sur les cours de clôture publiés par les bourses où la Société est intervenue pour passer les contrats en question. Si un contrat à terme n'a pas

pu être liquidé au Jour d'Evaluation concerné, les critères de détermination de la valeur de liquidation d'un tel contrat à terme seront fixés par le Conseil d'Administration avec prudence et bonne foi.

g) Tous autres valeurs et avoirs seront évalués à leur valeur probable de réalisation estimée avec prudence et bonne foi selon les procédures établies par le Conseil d'Administration.

La valeur de tous les avoirs et engagements non exprimés dans la devise de référence d'un Compartiment sera convertie dans la devise de référence de tel Compartiment aux derniers taux cotés par le dépositaire. Si telles cotations ne sont pas disponibles, le taux de change sera déterminé avec prudence et de bonne foi et selon les procédures établies par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut permettre l'utilisation d'une autre méthode standard d'évaluation telle qu'utilisée par les réviseurs d'entreprises s'il considère que cette évaluation reflète mieux la valeur probable de réalisation d'un avoir de la Société."

Treizième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 12 "Fréquence et Suspension Temporaire du Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action, des Emissions, Rachats et Conversions d'Actions" comme suit:

"Dans chaque catégorie d'actions, la valeur nette d'inventaire par action ainsi que le prix d'émission, de rachat et de conversion des actions seront déterminés périodiquement par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet par la Société, au moins une fois par an à la fréquence que le conseil d'administration déterminera, tel jour de calcul étant défini dans les présents statuts comme "Jour d'Evaluation".

La Société peut suspendre le calcul de la valeur nette d'inventaire par action d'une catégorie déterminée ainsi que l'émission, le rachat et la conversion des actions d'une catégorie en actions d'une autre catégorie, lors de la survenance de l'une des circonstances suivantes:

a) pendant toute période pendant laquelle l'une des principales bourses de valeurs ou l'un des autres marchés sur lesquels une partie substantielle des investissements de la Société attribuables à un Compartiment, est fermé pour une autre raison que pour le congé normal, ou pendant laquelle les opérations y sont restreintes ou suspendues, pourvu que cette fermeture, restriction ou suspension affecte l'évaluation des investissements de la Société qui y sont cotés ou négociés; ou

b) lorsqu'il existe une situation d'urgence par suite de laquelle la Société ne peut pas disposer de ses avoirs attribuables à un Compartiment ou ne peut les évaluer; ou

c) lorsque les moyens de communication ou de calcul qui sont nécessaires pour déterminer le prix ou la valeur des investissements attribuables à un Compartiment ou les cours de bourse relatifs aux avoirs attribuables à un Compartiment sont hors de service; ou

d) lors de toute période pendant laquelle la Société est incapable de rapatrier des fonds dans le but, s'il y a lieu, d'opérer des paiements pour le rachat d'actions d'un Compartiment ou pendant laquelle les transferts de fonds concernés dans la réalisation ou l'acquisition d'investissements ou, s'il y a lieu, les paiements dus pour le rachat d'actions ne peuvent, de l'avis du conseil d'administration, être effectués à des taux de change normaux; ou

e) si pour toute autre raison les prix ou valeurs des investissements de la Société, attribuables à un Compartiment, ne peuvent être rapidement et exactement déterminés; ou

f) suite à la publication d'une convocation à une assemblée générale des actionnaires afin de décider de la mise en liquidation de la Société.

Le début et la fin de toute période de suspension seront publiés par la Société et seront notifiés aux actionnaires concernés, c'est-à-dire à ceux qui ont effectué une demande de souscription, de rachat ou de conversion d'actions pour lesquelles le calcul de la valeur nette d'inventaire a été suspendu.

Pareille suspension concernant un Compartiment n'aura aucun effet sur le calcul de la valeur nette d'inventaire d'un autre Compartiment.

Toute demande de souscription, rachat ou conversion sera irrévocable sauf dans le cas d'une suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire. Dans tel cas, les actionnaires peuvent avertir la Société qu'ils désirent retirer leur demande. Si un tel avis n'est pas reçu par la Société, leur demande sera traitée le premier Jour d'Evaluation suivant la fin de la période de suspension."

Quatorzième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier le sixième paragraphe de l'article 14 "Réunion du Conseil d'Administration" comme suit:

"Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Le conseil d'administration peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil d'Administration par visioconférence ou par les moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une

participation effective à la réunion du conseil d'administration. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la Société."

L'Assemblée Générale décide en outre de modifier le huitième paragraphe de l'article 14 comme suit:

"Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins la moitié des administrateurs ou tout autre nombre que le conseil d'administration pourra déterminer, sont présents ou représentés."

Quinzième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier le premier paragraphe de l'article 15 "Pouvoir du Conseil d'Administration" comme suit:

"Le conseil d'administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour effectuer les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, sous réserve de l'observation de la politique d'investissement telle que prévue à l'Article 19 des présents statuts."

Seizième résolution

L'Assemblée Générale décide de remplacer le troisième paragraphe de l'article 23 "Assemblées Générales des Actionnaires de la Société" pour lui donner désormais la teneur suivante:

"Le conseil d'administration est obligé de convoquer l'assemblée générale de façon qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des actionnaires représentant le dixième du capital social les en requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour."

L'Assemblée Générale décide en outre d'insérer un nouveau quatrième paragraphe à l'article 23 comme suit:

"Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale. Cette demande est adressée au siège social par lettre recommandée cinq jours au moins avant la tenue de l'assemblée."

L'Assemblée Générale décide par ailleurs, au neuvième paragraphe de l'article 23, d'adapter le nom du "Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations" à sa nouvelle dénomination "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations".

L'Assemblée Générale décide enfin de modifier le dernier paragraphe de l'article 23 comme suit:

"Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents statuts, les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité simple des voix valablement exprimées."

Dix-septième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier le deuxième paragraphe de l'article 24 "Assemblées Générales des Actionnaires d'un Compartiment" comme suit:

"Les dispositions de l'Article 23, paragraphes 2, 3, 4, 8, 9, 10, 11 et 12 s'appliquent de la même manière à ces assemblées générales."

L'Assemblée Générale décide en outre de modifier le quatrième paragraphe de l'article 24 comme suit:

"Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires d'un Compartiment sont prises à la majorité simple des voix valablement exprimées."

Dix-huitième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier la dernière phrase du deuxième paragraphe de l'article 25 "Clôture et Fusion des Compartiments" comme suit:

"Aucun quorum ne sera requis lors d'une telle assemblée générale et les résolutions pourront être prises par le vote affirmatif de la majorité simple des voix valablement exprimées à cette assemblée."

L'Assemblée Générale décide en outre de modifier les cinquième et sixième paragraphes de l'article 25 pour leur donner désormais la teneur suivante:

"Le conseil d'administration pourra décider, à tout moment, d'apporter les avoirs d'un Compartiment à (i) un autre organisme de placement collectif ou (ii) à ceux d'un autre Compartiment au sein de la Société (le "nouveau Compartiment") et de requalifier les actions de la ou des catégorie(s) concernée(s) comme actions d'une ou de plusieurs nouvelle(s) catégorie(s).

Sans préjudice des pouvoirs conférés au conseil d'administration par le paragraphe précédent, l'assemblée générale des actionnaires de tout Compartiment concerné pourra décider d'apporter l'intégralité des avoirs et engagements attribuables à ce Compartiment à (i) un autre organisme de placement collectif ou (ii) à un ou plusieurs autres Compartiments au sein de la Société. Aucun quorum ne sera requis lors d'une telle assemblée générale et les résolutions pourront être prises par le vote affirmatif de la majorité simple des voix valablement exprimées à cette assemblée."

Dix-neuvième résolution

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social de la Société de L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen vers L-2951 Luxembourg, 50, avenue J.-F. Kennedy.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, 14, rue Erasme, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, lesdits comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. CONTRERAS, M.-C. MASLE, J. THAI et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 juin 2008, LAC/2008/24020. — Reçu douze euros (€ 12,-).

Le Receveur (signé): SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juin 2008.

Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2008079882/7241/322.

(080094328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Argo Investment Fund, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 139.440.

— STATUTS

L'an deux mille huit, le six juin.

Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire, de résidence à Luxembourg.

A COMPARU

SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 23, avenue Monterey à L-2086 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65.906 (l'Associé Unique),

ici représentée par Monsieur Grégory GUISSARD, résidant professionnellement à Luxembourg (le Mandataire), en vertu d'une procuration donnée sous seing privée le 6 juin 2008.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elle déclare constituer:

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination.

1.1 Il est formé une société anonyme (la Société), laquelle sera régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'amendée (la Loi), et par les présents statuts (les Statuts).

1.2 La Société existe sous la dénomination de "ARGO INVESTMENT FUND".

1.3 La Société peut avoir un actionnaire unique (l'Associé Unique) ou plusieurs actionnaires. La Société ne pourra pas être dissoute par le décès, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Associé Unique.

Art. 2. Siège Social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

2.3 Lorsque le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée de la Société.

3.1 La Société est constituée pour une période illimitée.

3.2 La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts.

Art. 4. Objet Social.

4.1 La Société a pour objet social (i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, par voie directe ou indirecte, de participations, droits, intérêts et engagements dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères (ii) l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange or de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs ou instruments financiers de

toutes espèces (notamment d'obligations ou de parts émises par des fonds commun de placement luxembourgeois ou par des fonds étrangers, ou tout autre organisme similaire), de prêts ou toute autre facilité de crédit, ainsi que des contrats portant sur les titres précités ou y relatifs et (iii) la possession, l'administration, le développement et la gestion d'un portefeuille d'actifs (composé notamment d'actifs tels que ceux définis dans les paragraphes (i) et (ii) ci-dessus).

4.2 La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut être partie à un type de contrat de prêt et elle peut procéder à l'émission de titres de créance, d'obligations, de certificats, d'actions, de parts bénéficiaires, de warrants et d'actions, y compris sous un ou plusieurs programmes d'émissions. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, à des sociétés affiliées et à toute autre société.

4.3 La Société peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, de sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

4.4 La Société peut, de manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de change, de taux d'intérêt et autres risques.

4.5 Les descriptions ci-dessus doivent être comprises dans leurs sens le plus large et leur énumération est non limitative. L'objet social couvre toutes les opérations auxquelles la Société participe et tous les contrats passés par la Société, dans la mesure où ils restent compatibles avec l'objet social ci-avant explicité.

4.6 Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens et le placement et la gestion de ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Art. 5. Capital Social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000) représenté par trois mille cent (3.100) actions ordinaires d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10) chacune.

5.2 Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Actions.

6.1 Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix de l'Actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, au choix des Actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

6.2 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une ou plusieurs actions sont conjointement détenues ou si les titres de propriété de ces actions sont divisés, fragmentés ou litigieux, la/les personne(s) invoquant un droit sur la/les action(s) devra/devront désigner un mandataire unique pour représenter la/les action(s) à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés aux actions. La même règle est appliquée dans le cas d'un conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier gagiste et un débiteur gagiste.

6.3 La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi, racheter ses propres actions.

Art. 7. Réunions de l'assemblée des actionnaires de la Société.

7.1 Dans l'hypothèse d'un actionnaire unique, l'Associé Unique a tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Associé Unique tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique. Les décisions prises par l'Associé Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

7.2 Dans l'hypothèse d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée générale des actionnaires de la Société (l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

7.3 L'Assemblée Générale annuelle se tient conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le troisième jeudi du mois de juin, à 15.00 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

7.4 L'Assemblée Générale peut se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

7.5 Les autres Assemblées Générales pourront se tenir aux lieux et heures spécifiés dans les avis de convocation.

7.6 Tout Actionnaire de la Société peut participer à l'Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à la réunion de l'Assemblée Générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'Assemblée Générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'Assemblée Générale est retransmise en direct et (iv)

les actionnaires peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion.

Art. 8. Délais de convocation, quorum, procurations, avis de convocation.

8.1 Les délais de convocation et quorum requis par la Loi sont applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

8.2 Chaque action donne droit à une voix.

8.3 Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés et votants.

8.4 Chaque Actionnaire peut prendre part aux Assemblées Générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise une autre personne comme mandataire.

8.5 Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Art. 9. Administration de la Société.

9.1 La Société est gérée par un Conseil d'Administration composé d'au moins trois (3) membres; le nombre exact étant déterminé par l'Associé Unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires par l'Assemblée Générale. Les administrateurs n'ont pas besoin d'être actionnaires.

9.2 Les administrateurs sont élus par l'Associé Unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, par l'Assemblée Générale pour une période ne dépassant pas six (6) ans et jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus; toutefois un administrateur peut être révoqué à tout moment par décision de l'Assemblée Générale. Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

9.3 Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants élus par l'Assemblée Générale pourront se réunir et élire un administrateur pour remplir les fonctions attachées au poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Art. 10. Réunion du Conseil d'Administration.

10.1 En cas de pluralité d'administrateurs, le Conseil d'Administration doit choisir parmi ses membres un président et peut choisir en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il peut également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui peut être chargé de dresser les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ou d'exécuter des tâches administratives ou autres telles que décidées, de temps en temps, par le Conseil d'Administration.

10.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son président ou d'au moins deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation. La ou les personnes convoquant l'assemblée déterminent l'ordre du jour. Un avis par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail contenant l'ordre du jour sera donné à tous les administrateurs au moins huit jours avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation, envoyé 24 heures avant la réunion, devra mentionner la nature de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment préalable ou postérieur à la réunion, par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail de chaque administrateur. Une convocation spéciale n'est pas requise pour des réunions du Conseil d'Administration se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

10.3 Tout administrateur peut se faire représenter en désignant par écrit ou par télégramme, télécopie ou e-mail un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur ne peut pas représenter plus d'un de ses collègues.

10.4 Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs sont présents ou représentés à une réunion du Conseil d'Administration. Si le quorum n'est pas obtenu une demi-heure après l'heure prévue pour la réunion, les administrateurs présents peuvent ajourner la réunion en un autre endroit et à une date ultérieure. Les avis des réunions ajournées sont donnés aux membres du Conseil d'Administration par le secrétaire, s'il y en a, ou à défaut par tout administrateur.

10.5 Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à chaque réunion. Au cas où, lors d'une réunion du Conseil d'Administration, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président du Conseil d'Administration n'aura pas de voix prépondérante. En cas d'égalité, la résolution sera considérée comme rejetée.

10.6 Tout administrateur peut prendre part à une réunion du Conseil d'Administration au moyen d'une conférence téléphonique, d'une conférence vidéo ou d'un équipement de communication similaire par lequel toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre; la participation à la réunion par de tels moyens vaut présence personnelle à cette réunion.

10.7 Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du Conseil d'Administration sans exception. La date d'une telle décision est celle de la dernière signature.

Art. 11. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 12. Décisions nécessitant l'approbation de l'Assemblée Générale. Les actions ou décisions reprises ci-après ne pourront être prises par la Société, à moins qu'elles ne soient approuvées par l'Assemblée Générale, agissant dans le cadre d'une assemblée générale ordinaire ou extraordinaire:

- la vente, le transfert, la cession, l'aliénation d'actifs de la Société (ou tout contrat ayant pour objet ces opérations) dans l'hypothèse où la valeur de marché de tels actifs ou la contrepartie de ces actifs dépasse cinq pour cent (5%) de l'actif net de la Société;

- l'acquisition d'actifs par la Société (ou tout contrat ayant pour objet ces opérations) dans l'hypothèse où la valeur de marché de tels actifs ou la contrepartie de ces actifs dépasse cinq pour cent (5%) de l'actif net de la Société;

- la souscription de tout emprunt ou de tout autre endettement ou passif ayant les caractéristiques d'un emprunt ou l'octroi de toute garantie quelconque et de toute nature, dans l'hypothèse où le montant de la souscription dépasse cinq pour cent (5%) de l'actif net de la Société.

Art. 13. Délégation de pouvoirs.

13.1 Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, actionnaire ou non, membre du Conseil d'Administration ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

13.2 Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 14. Signatures autorisées. La Société ne sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers que par (i) la signature conjointe de deux administrateurs de la Société, ou (ii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration, et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 15. Conflit d'intérêts.

15.1 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans une telle société ou entité, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

15.2 Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

15.3 Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil d'Administration de la Société de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale. Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration concernant les opérations réalisées dans le cadre des affaires courantes de la Société conclues à des conditions normales.

Art. 16. Commissaire(s).

16.1 Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires ou, dans les cas prévus par la Loi, par un réviseur d'entreprises externe et indépendant. Le commissaire est élu pour une période n'excédant pas six ans et il est rééligible.

16.2 Le commissaire est nommé par l'Assemblée Générale qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur fonction. Le commissaire en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

Art. 17. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 18. Affectation des Bénéfices.

18.1 Il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui sont affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5.2 des Statuts.

18.2 L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

18.3 Les dividendes peuvent être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration et doivent être payés au lieu et place choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi.

Art. 19. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modifications des Statuts. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 20. Modifications statutaires. Les présents Statuts peuvent être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire, dans les conditions de quorums et de majorité requises par la Loi.

Art. 21. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2008.

La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2009.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, l'Associé Unique, préqualifié, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire les trois mille cent (3.100) actions représentant la totalité du capital social de la Société.

Toutes ces actions sont libérées par l'Actionnaire Unique à hauteur de 100% (cent pour cent) par paiement en numéraire, de sorte que le montant de trente et un mille euros (EUR 31.000) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration - Estimation des frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi et en constate expressément l'accomplissement. Il confirme en outre que ces Statuts sont conformes aux dispositions de l'article 27 de la Loi.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, est estimé approximativement à la somme de EUR 2.500.

Résolutions de l'associé unique

L'Associé Unique, préqualifié, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social souscrit, prend les résolutions suivantes:

1. le nombre des administrateurs est fixé à trois (3). Le nombre de commissaire est fixé à un (1).

2. les personnes suivantes sont nommées administrateurs de la Société:

(i) Monsieur Julien HALLEY, né à Caen (France), le 20 février 1972, demeurant au 31, Southampton Row, UK-WC1B 5HJ Londres, Royaume-Uni;

(ii) Monsieur Serge KRANCENBLUM, né à Metz (France), le 8 octobre 1961, demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg;

(iii) Monsieur Grégory GUISSARD, né à Braine-l'Alleud (Belgique), le 1^{er} août 1980, demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg.

3. FIN-CONTROLE S.A., une société anonyme constituée et existant suivant les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-1946 Luxembourg, 26, rue Louvigny, et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 42.230 est nommée commissaire de la Société;

4. le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de la Société en 2013; et

5. le siège social de la société est fixé à L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête du mandataire de la comparante, le présent acte est établi en français, suivi d'une version anglaise. A la requête de ce même mandataire et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version française prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and eight, on the sixth of June.

Before the undersigned, Maître Joëlle BADEN, notary, residing in Luxembourg.

THERE APPEARED

SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A., a public limited liability company incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, registered with Trade and Company Register of Luxembourg under number B 65.906 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Mr Grégory GUISSARD, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal dated 6 June 2008 (the Proxyholder).

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the Proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated above, requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a public limited liability company ("société anonyme") which is hereby incorporated:

Art. 1. Form and Name.

1.1 There is hereby established a public limited liability company ("société anonyme") (the Company) which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the Law), and by the present articles of incorporation (the Articles).

1.2 The Company will exist under the name of "ARGO INVESTMENT FUND".

1.3 The Company may have one shareholder (the Sole Shareholder) or more shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors of the Company (the Board) or, in the case of a sole director (the Sole Director) by a decision of the Sole Director.

2.3 Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited duration.

3.2 The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendments of the Articles.

Art. 4. Corporate objects.

4.1 The corporate objects of the Company is (i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, whether directly or indirectly, of participations, rights and interests in, and obligations of, Luxembourg and foreign companies (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind (including notes or parts or units issued by Luxembourg or foreign mutual funds or similar undertakings) and receivables, claims or loans or other credit facilities and agreements or contracts relating thereto, and (iii) the ownership, administration, development and management of a portfolio of assets (including, among other things, the assets referred to in (i) and (ii) above).

4.2 The Company may borrow in any form. It may enter into a type of loan agreement and it may issue notes, bonds, debentures, certificates, shares, beneficiary parts, warrants and any kind of debt or equity securities including under one or more issue programmes. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company.

4.3 The Company may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

4.4 The Company may generally employ any techniques and instruments relating to investments for the purpose of their efficient management, including, but not limited to, techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

4.5 The descriptions above are to be understood in their broadest sense and their enumeration is not limiting. The corporate objects shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided it is not inconsistent with the foregoing enumerated objects.

4.6 The Company may also proceed with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations with the exception of those reserved to a dealer in real estate and those concerning the placement and management of money. In general, the Company may carry out any patrimonial, movable, immovable, commercial, industrial or financial activity as well as all transactions and directly or indirectly the accomplishment and development of its purpose.

Art. 5. Share capital.

5.1 The subscribed share capital is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000) consisting of three thousand one hundred (3 100) ordinary shares with a par value of ten euro (EUR 10) each.

5.2 The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the opinion of the sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders, at the opinion of the Shareholders, subject to the restrictions foreseen by Law.

6.2 The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the title of ownership to such share(s) is divided, split or disputed, all person(s) claiming a right to such share(s) has/have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s). The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-proprétaire) or between a pledgor and a pledgee.

6.3 The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

Art. 7. Meetings of the shareholders of the Company.

7.1 In the case of a Sole Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

7.2 In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company (the General Meeting) shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

7.3 The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the third Thursday of the month of June, at 3 p.m. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

7.4 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

7.5 Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

7.6 Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 8. Notice, quorum, powers of attorney and convening notices.

8.1 The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

8.2 Each share is entitled to one vote.

8.3 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

8.4 A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed.

8.5 If all the Shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 9. Management.

9.1 The Company shall be managed by a Board of Directors composed of at least three (3) members; their number being determined by the Sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the General Meeting. Director(s) need not to be shareholder(s) of the Company.

9.2 The Director(s) shall be elected by the Sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders by the General Meeting, for a period not exceeding six (6) years and until their successors are elected, provided, however, that any director may be removed at any time by a resolution taken by the general meeting of shareholders. The director(s) shall be eligible for reappointment.

9.3 In the event of vacancy in the office of a director because of death, resignation or otherwise, the remaining directors elected by the General Meeting may meet and elect a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 10. Meetings of the Board.

10.1 In case of plurality of directors, the Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose among its members one or more vice-chairmen. The Board of Directors may also choose a secretary, who need not be a director and who may be instructed to keep the minutes of the meetings of the Board of Directors as well as to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the Board of Directors.

10.2 The Board of Directors shall meet upon call by, at least, the chairman or any two directors or by any person delegated to this effect by the directors, at the place indicated in the notice of meeting, the person(s) convening the meeting setting the agenda. Notice in writing or by telegram or telefax or e-mail of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least eight calendar days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency where twenty-four hours prior notice shall suffice which shall duly set out the reason of urgency. This notice may be waived, either prospectively or retrospectively, by the consent in writing or by telegram or telefax or e-mail of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places described in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

10.3 Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telegram, telefax, or e-mail another director as his proxy. A director may not represent more than one of his colleagues.

10.4 The Board of Directors may deliberate or act validly only if at least a majority of directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors. If a quorum is not obtained within half an hour of the time set for the meeting the directors present may adjourn the meeting to a later time and venue. Notices of the adjourned meeting shall be given by the secretary to the board, if any, failing whom by any director.

10.5 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the Board of Directors shall not have a casting vote. In case of a tie, the proposed decision is considered as rejected.

10.6 Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call, video-conference or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

10.7 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board of Directors may also be passed by unanimous consent in writing which may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every director. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

Art. 11. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

Art. 12. Decisions requiring approval of the General Meeting. The actions and resolutions listed hereunder shall not be undertaken by the Company unless decided with the approval of the General Meeting, acting in ordinary or extraordinary general meetings:

- the sale, transfer, assignment, disposal of assets of the Company (or any contract to do so) where the market value of such assets or the consideration is in excess of five per cent (5%) of the net assets of the Company;
- the acquisition of assets by the Company (or any contract to do so) where the market value of such assets or the consideration is in excess of five per cent (5%) of the net assets of the Company;
- the incurring of any borrowing or any other indebtedness or liability in the nature of borrowing or the giving of any guarantee whatsoever, of any kind, where the amount of the incurring is in excess of five per cent (5%) of the net assets of the Company.

Art. 13. Delegation of powers. The Board is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 14. Binding signatures. The Company shall be bound towards third parties in all matters only by (i) the joint signatures of two members of the Board, or (ii) the joint signatures of any persons or sole signature of the person to whom such signatory power has been granted by the Board or the Sole Director, but only within the limits of such power.

Art. 15. Conflict of interests.

15.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

15.2 Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

15.3 In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the

next following annual General Meeting. The two preceding paragraphs do not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company of which are entered into on arm's length terms.

Art. 16. Statutory Auditor(s).

16.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s)), or, where requested by the Law, an independent external auditor (réviseur d'entreprises). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

16.2 The statutory auditor(s) will be appointed by the General Meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.

Art. 17. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the 1st of January of each year and shall terminate on the 31st of December of the same year.

Art. 18. Allocation of profits.

18.1 From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent.) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5.2 above.

18.2 The General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may alone decide to pay dividends from time to time, as in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy.

18.3 The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Law.

Art. 19. Dissolution and liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

Art. 20. Amendments. These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Law.

Art. 21. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

Transitory provisions

The first business year begins on this day and ends on the 31st of December 2008.

The first annual General Meeting will be held in 2009.

Subscription

The Articles of the Company having thus been established, the Sole Shareholder, prenamed, represented as stated above, hereby declares to subscribe to the three thousand one hundred (3,100) shares representing the total share capital of the Company.

All these shares are paid up by the Sole Shareholder to an extent of one hundred per cent (100%) by payment in cash, so that the amount of thirty one thousand euro (EUR 31,000) paid by the Sole Shareholder is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

Statement - Costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the Law.

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be incurred or charged to the Company as a result of its formation, is approximately evaluated at EUR 2,500.

Resolutions of the sole shareholder

The Sole Shareholder, prenamed, represented as stated above, representing the entire of the subscribed capital, passed the following resolutions:

1. the number of directors is set at three (3). The number of auditors is set at one (1);
2. the following persons are appointed as directors:

(i) Mr Julien HALLEY, born in Caen (France), on February 20, 1972, residing 31, Southampton Row, UK-WC1B 5HJ London, United-Kingdom;

(ii) Mr Serge KRANCENBLUM, born in Metz (France), on October 8, 1961, residing professionally 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg;

(iii) Mr Grégory GUISSARD, born in Braine-l'Alleud (Belgium), on August 1980, residing professionally 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg.

3. that FIN-CONTROLE S.A., a public limited company (société anonyme) existing under Luxembourg law, with registered office at L-1946 Luxembourg, 26, rue Louvigny, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register, under the number B 42.230, be appointed as statutory auditor (commissaire) of the Company;

4. that the terms of office of the members of the Board of Directors and of the statutory auditor will expire at the annual General Meeting of the Company of the year 2013; and

5. that the address of the registered office of the Company is at L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in French followed by an English version. At the request of the same appearing proxyholder and in case of divergences between the English and the French versions, the French version will prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, name, civil status and residence, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: G. GUISSARD et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 juin 2008, LAC/2008/24016. - Reçu cent cinquante-cinq euros (€ 155,-).

Le Receveur ff. (signé): SCHNEIDER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2008.

Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2008077521/7241/515.

(080091792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2008.

Generali Komfort, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, konsolidierte Fassung, vom 30. Juni 2008, des fonds commun de placement Generali Komfort, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Generali Investments Luxembourg S.A.

Unterschrift

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2008079316/1092/12.

Enregistré à Luxembourg, le 20 juin 2008, réf. LSO-CR07969. - Reçu 74,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080092777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2008.

Deka-WorldGarant 6/2008, Fonds Commun de Placement.

Die Deka International S.A., Luxemburg, als Verwaltungsgesellschaft des nach Teil I luxemburgischen Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen errichteten Investmentfonds (fonds commun de placement) teilt hierdurch mit, dass der vorgenannte Investmentfonds gemäß dem Verwaltungsreglement planmäßig zum 30. Juni 2008 liquidiert worden ist.

Der Liquidationserlös wird vertragsgemäß an die Anteilhaber verteilt.

Luxembourg, im Juli 2008.

Deka International S.A.

Die Geschäftsführung

Référence de publication: 2008080515/755/12.

ING Multimanager Fund, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Le règlement de gestion modifié du FCP-FIS ING Multimanager Fund, daté du 30 mai 2008, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juin 2008.

ING Investment Management Luxembourg S.A.

Par délégation

Signatures

Référence de publication: 2008078156/5911/14.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juin 2008, réf. LSO-CR01610. - Reçu 46,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080092068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2008.

Humboldt Multi Invest C SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 139.207.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendacht, den zweiten Juni.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître Henri Hellinckx, mit Amtswohnsitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

Vontobel Management S.A., Aktiengesellschaft, mit Sitz in L-1450 Luxembourg, 1, Côte d'Eich, hier vertreten durch Maître Yannick Arbaut, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg am 30. Mai 2008.

Die Vollmacht, ordnungsgemäß durch den Bevollmächtigten der Erschienenen und den Notar unterzeichnet, bleibt dieser Urkunde beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Diese Erschienenene hat, durch ihren Bevollmächtigten, den unterzeichneten Notar gebeten, die Satzung einer «société d'investissement à capital variable», die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

Titel I Definitionen - Name - Gesellschaftszweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Definitionen.

- **Anlageberater** bezeichnet einen Anlageberater im Sinne des Artikels 20 dieser Satzung;
- **Anlageverwalter** bezeichnet einen Anlageverwalter im Sinne des Artikels 20 dieser Satzung;
- **Anteile** bezeichnen die Anteile (Aktien) der Gesellschaft;
- **Anteilinhaber** bezeichnet diejenigen Personen, welche Anteile am Kapital der Gesellschaft erworben haben;
- **Anteilsklasse** bezeichnet eine Anteilsklasse oder Anteilsklassen eines Teilfonds, welche sich im Hinblick auf die Gebührenstruktur, die Mindestanlagebeträge, die Ausschüttungspolitik, die von den Anteilhabern zu erfüllenden Voraussetzungen, die Referenzwährung oder durch sonstige besondere Merkmale unterscheiden;
- **Bankarbeitstag** bezeichnet einen Tag (ausgenommen Samstag und Sonntag) an dem die Banken für normale Geschäfte in Luxemburg und in der Schweiz geöffnet sind;
- **Bewertungstag** hat die Bezeichnung, welche in Artikel 26 der Satzung Erläuterung findet;
- **Depotbank** bezeichnet die Depotbank der Gesellschaft im Sinne der Gesetzgebung über Organismen für gemeinsame Anlagen;
- **Gesellschaft** bezeichnet die Humboldt Multi Invest C SICAV;
- **Gesetz von 1915** bezeichnet das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen;
- **Gesetz von 2002** bezeichnet das Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen sowie etwaige Nachfolgesetze;
- **Nettoinventarwert** bezeichnet den Nettoinventarwert, dessen Berechnung wie in Artikel 14 der Satzung beschrieben erfolgt;
- **OGA** bezeichnet Organismen für gemeinsame Anlagen;
- **OGAW** bezeichnet nach der Richtlinie 85/611/EWG in ihrer derzeit gültigen Fassung zugelassene Organismen für gemeinschaftliche Anlagen in Wertpapieren;
- **Prospekt** bezeichnet den Verkaufsprospekt der Gesellschaft;
- **Satzung** bezeichnet die Satzung der Gesellschaft;
- **Teilfonds** bezeichnet einen Teilfonds im Sinne des Artikels 133 des Gesetzes von 2002;
- **Verwaltungsrat** bezeichnet den Verwaltungsrat der Gesellschaft;
- **Verwaltungsratsmitglied** bezeichnet ein Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft;
- **Nicht-erwerbsberechtigter Person** bezeichnet eine Person, deren Eigentum an Anteilen der Gesellschaft nach Auffassung der Gesellschaft den Interessen der Gesellschaft entgegensteht und dieser Erwerb eine Verletzung Luxemburger

Rechts oder eines anderen Rechts darstellt, oder die Gesellschaft als Folge dieses Eigentums steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile in Kauf nehmen müsste, die sie ansonsten nicht erleiden würde; Es handelt sich dabei hingegen nicht um Personen, die im Zusammenhang mit der Errichtung der Gesellschaft Anteile für die Dauer ihres Anteilbesitzes zeichnen, noch Wertpapierhändler, die im Zusammenhang mit dem Vertrieb Anteile an der Gesellschaft zeichnen.

Art. 2. Name. Die Gesellschaft ist eine Aktiengesellschaft («société anonyme») in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital («société d'investissement à capital variable») unter dem Namen Humboldt Multi Invest C SICAV.

Art. 3. Gesellschaftszweck. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens in übertragbare Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, liquiden Mittel und andere gesetzlich zulässige Vermögenswerte nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Anteilhabern die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens - durch Ausschüttung oder Thesaurierung - zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, welche sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne im Rahmen des Gesetzes von 2002.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet. Die Gesellschaft kann, durch einen Beschluss der Anteilhaber, welcher gemäß den für eine Satzungsänderung vorgeschriebenen Bedingungen gefasst wird, jeder Zeit aufgelöst werden.

Art. 5. Sitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Die Adresse des Gesellschaftssitzes kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb der Gemeinde des Gesellschaftssitzes verlegt werden. Der Sitz kann zu jeder Zeit durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung in irgend eine andere Ortschaft des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen einfachen Beschluss des Verwaltungsrates errichtet werden.

Falls der Verwaltungsrat feststellt, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche, soziale oder militärische Entwicklungen stattgefunden haben oder bevorstehen, welche die normale Geschäftsabwicklung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann er vorübergehend bis zur vollständigen Beendigung dieser anormalen Umstände den Sitz der Gesellschaft ins Ausland verlegen. Diese vorübergehende Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz der vorübergehenden Verlegung des Sitzes luxemburgisch bleibt.

Titel II - Gesellschaftskapital - Anteile - Nettoinventarwert

Art. 6. Gesellschaftskapital - Teilfonds - Anteilsklassen. Das Gesellschaftskapital wird durch Anteile ohne Nennwert repräsentiert und entspricht jeder Zeit dem Nettoinventarwert der Anteile der Gesellschaft gemäß Artikel 14 der Satzung. Das Gründungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR) ist in 310 (dreihundertzehn) Anteile aufgeteilt und voll einbezahlt. Das Kapital der Gesellschaft muss mindestens eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- EUR) betragen und innerhalb von sechs Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen nach Luxemburger Recht erreicht werden. Die Anteile, die gemäß Artikel 7 dieser Satzung ausgegeben werden, können auf Beschluss des Verwaltungsrats in Form von mehreren Anteilklassen ausgegeben werden. Der Erlös aus der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse wird abzüglich einer anfallenden Verkaufsprovision (Ausgabeaufschlag) in jede Art von übertragbaren Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt, nach Maßgabe der Anlagepolitik, wie sie vom Verwaltungsrat für einen Teilfonds im Hinblick auf die jeweilige(n) Anteilklasse(n) festgelegt wird, unter Berücksichtigung der gesetzlichen oder vom Verwaltungsrat beschlossenen Anlagebeschränkungen.

Der Verwaltungsrat darf jeder Zeit, unbegrenzt weitere voll eingezahlte Anteile der Gesellschaft ausgeben, ohne den alten Anteilhabern ein Bezugsrecht auf die zusätzlich auszugebenden Anteile einzuräumen. Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Angestellten der Gesellschaft oder andere Personen ermächtigen, Zeichnungen anzunehmen und den Preis für die neuen Anteile entgegenzunehmen.

Der Verwaltungsrat kann im Sinne des Artikels 133 des Gesetzes von 2002 einen oder mehrere Teilfonds bilden. Die Vermögenswerte jedes Teilfonds können in übertragbaren Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten, flüssigen Mitteln oder anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt werden. Die Teilfonds können sich durch ihre Anlageziele, Anlagepolitik, Referenzwährung oder sonstige Merkmale, welche der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit in Bezug auf jeden Teilfonds festlegt, unterscheiden. Der Verwaltungsrat kann auch beschließen, Teilfonds zu errichten, deren Anteile in unterschiedliche geographische Regionen vertrieben werden.

Die Gesellschaft besitzt eigene Rechtspersönlichkeit. Die Rechte der Anteilhaber und Gläubiger im Hinblick auf einen Teilfonds oder die Rechte, die im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilfonds stehen, beschränken sich auf die Vermögenswerte dieses Teilfonds.

Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften abweichend von Artikel 2093 des Luxemburger Zivilgesetzbuches ausschließlich im Umfang der Anlagen der Anteilhaber in diesem Teilfonds und im Umfang der Forderungen derjenigen Gläubiger, deren Forderungen im Zusammenhang mit der Gründung, Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind. Im Verhältnis der Anteilhaber untereinander wird jeder Teilfonds als eigenständige Einheit behandelt.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, innerhalb eines Teilfonds zwei oder mehrere Anteilklassen auszugeben, deren Vermögenswerte gemeinsam angelegt werden, welche sich jedoch im Hinblick auf die Gebührenstruktur, die Mindestanlagebeträge, die Ausschüttungspolitik, die von den Anteilhabern zu erfüllenden Voraussetzungen, die Referenzwährung oder sonstige besondere Merkmale, welche der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit in Bezug auf eine Anteilklasse festlegt, unterscheiden.

Der Verwaltungsrat kann jeden Teilfonds auf unbestimmte oder bestimmte Zeit errichten; im letzteren Fall kann der Verwaltungsrat die Laufzeit des entsprechenden Teilfonds nach Ablauf der ursprünglich vorgesehen Laufzeit einmal oder mehrere Male verlängern. Nach Ablauf der Laufzeit eines Teilfonds nimmt die Gesellschaft alle Anteile der entsprechenden Anteilklassen gemäß Artikel 11 der Satzung und ungeachtet der Bestimmungen des Punktes F des Artikel 14 der Satzung zurück.

Bei jeder Verlängerung der Laufzeit eines Teilfonds werden die Inhaber von Namensanteilen durch eine Mitteilung an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse ordnungsgemäß schriftlich benachrichtigt. Die Gesellschaft wird die Inhaber von Inhaberanteilen durch eine Mitteilung, die in vom Verwaltungsrat festzulegenden Tageszeitungen veröffentlicht wird, benachrichtigen, sofern diese Anteilhaber und ihre Adressen der Gesellschaft unbekannt sind. Die Verkaufsunterlagen für Anteile der Gesellschaft geben die Laufzeit jedes Teilfonds bzw. gegebenenfalls dessen Verlängerung an.

Die Jahresrechnungen der Gesellschaft werden in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d.h. in Euro, aufgestellt. Zur Bestimmung des Gesellschaftskapitals wird das Nettovermögen der Teilfonds, welches nicht in Euro ausgedrückt ist, rechnerisch in Euro umgewandelt; das Gesellschaftskapital entspricht dem Nettovermögen aller Anteilklassen.

Art. 7. Form der Anteile. Der Verwaltungsrat beschließt, ob die Gesellschaft Inhaber- und/oder Namensanteile ausgibt. Sofern Zertifikate über Inhaberanteile ausgegeben werden, werden sie in der Stückelung ausgegeben, wie dies der Verwaltungsrat bestimmt.

Alle ausgegebenen Namensanteile der Gesellschaft werden in das Anteilsregister eingetragen, welches von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren hierfür von der Gesellschaft bezeichneten Personen geführt wird, und dieses Register wird die Namen jedes Inhabers von Namensanteilen, seinen ständigen oder gewählten Wohnsitz, entsprechend den Angaben gegenüber der Gesellschaft und die Zahl der von ihm gehaltenen Namensanteile und den auf Anteilsbruchteile bezahlten Betrag enthalten. Der Verwaltungsrat wird darüber beschließen, ob ein Zertifikat über einen solchen Eintrag an den Anteilhaber ausgestellt werden soll oder ob der Anteilhaber eine schriftliche Bestätigung über seinen Anteilsbesitz erhält.

Sofern Inhaberanteile ausgegeben werden, können auf Antrag des Anlegers Namensanteile in Inhaberanteile und Inhaberanteile in Namensanteile umgetauscht werden. Ein Umtausch von Namensanteilen in Inhaberanteile erfolgt durch die Ungültigkeitserklärung der gegebenenfalls über die Namensanteile ausgestellten Zertifikate nach Bestätigung, dass der Umtausch nicht zugunsten einer Nicht-erwerbsberechtigten Person erfolgt, und durch Ausgabe eines oder mehrerer Inhaberanteilzertifikate, die die ungültig erklärten Namenszertifikate ersetzen; der Vorgang wird im Anteilregister zum Nachweis dieser Ungültigkeitserklärung eingetragen. Der Umtausch von Inhaberanteilen in Namensanteile erfolgt durch Ungültigkeitserklärung der Anteilzertifikate über die Inhaberanteile und gegebenenfalls durch Ausgabe von Anteilzertifikaten über Namensanteile an deren Stelle; zum Nachweis dieser Ausgabe erfolgt ein Eintrag im Anteilregister. Nach Ermessen des Verwaltungsrats können die Kosten eines solchen Umtauschs dem antragstellenden Anleger belastet werden.

Vor Ausgabe von Inhaberanteilen und vor Umwandlung von Namensanteilen in Inhaberanteile kann die Gesellschaft den Nachweis zur Zufriedenheit des Verwaltungsrats verlangen, dass die Ausgabe oder der Umtausch nicht zur Folge haben, dass derartige Anteile durch eine Nicht-erwerbsberechtigte Person gehalten werden.

Anteilszertifikate werden durch zwei Verwaltungsratsmitglieder oder einen vom Verwaltungsrat zu diesem Zweck ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter unterzeichnet. Die Unterschriften der Verwaltungsratsmitglieder können entweder handschriftlich erfolgen oder in gedruckter Form oder als Faksimile erscheinen. Die Unterschriften der ermächtigten Person müssen handschriftlich erfolgen. Die Gesellschaft kann vorläufige Anteilszertifikate in einer vom Verwaltungsrat zu beschließenden Form ausgeben. Anteile werden lediglich bei Annahme der Zeichnung und vorbehaltlich der Zahlung des Zeichnungspreises ausgegeben.

Sofern Inhaberanteile ausgegeben werden, erfolgt die Übertragung von Inhaberanteilen durch Übergabe entsprechender Anteilzertifikate. Die Übertragung von Namensanteilen erfolgt,

(i) sofern Anteilzertifikate ausgegeben wurden, durch Übergabe des Zertifikats oder der Zertifikate, die diese Anteile gegenüber der Gesellschaft vertreten, zusammen mit anderen Unterlagen, die die Übertragung der Gesellschaft gegenüber in zufriedenstellender Weise nachweisen, und,

(ii) sofern keine Anteilzertifikate ausgegeben wurden, durch eine schriftliche Erklärung der Übertragung, die in das Anteilregister einzutragen ist und von dem Übertragenden und dem Empfänger oder von entsprechend bevollmächtigten Personen datiert und unterzeichnet werden muss. Jede Übertragung von Namensanteilen wird in das Anteilregister eingetragen; diese Eintragung wird durch ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats oder durch eine oder mehrere sonstige ordnungsgemäß vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigte Person(en) unterzeichnet.

Anteilhaber müssen der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen, an welche sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen gerichtet werden können. Diese Anschrift wird in das Anteilregister eingetragen. Bei Miteigentum an den Anteilen wird nur eine Anschrift eingetragen, und alle Mitteilungen werden ausschließlich an diese Anschrift gesandt.

Sofern ein Anteilhaber keine Anschrift angibt, kann die Gesellschaft es zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Anteilsregister eingetragen wird. Als Anschrift des Anteilhabers gilt in diesem Fall die Anschrift des eingetragenen Sitzes der Gesellschaft beziehungsweise eine andere von der Gesellschaft jeweils eingetragene Anschrift, und zwar solange, bis der Anteilhaber der Gesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Ein Anteilhaber kann zu jeder Zeit die im Anteilregister eingetragene Anschrift durch eine schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere Adresse, welche von der Gesellschaft zu gegebener Zeit festgelegt wird, ändern.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Anteil an. Sofern ein oder mehrere Anteil(e) im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen oder wenn das Eigentum an (einem) Anteil(en) strittig ist, ernennen alle Personen, welche eine Berechtigung an (einem) solchen Anteil(en) behaupten, einen Vertreter, der als rechtmäßiger Vertreter dieses/dieser Anteile(s) gegenüber der Gesellschaft anzusehen ist. Erfolgt keine Ernennung eines solchen Berechtigten, hat dies zur Folge, dass die Ausübung der mit den Anteilen verbundenen Rechten ausgesetzt wird.

Berechtigt eine Zahlung von einem Zeichner zu einem Anteilbruchteil, wird dieser Anteilbruchteil im Anteilregister eingetragen. Solche Anteilbruchteile verleihen kein Stimmrecht; allerdings ist der Anteilhaber, soweit die Gesellschaft dies vorsieht, anteilig an dem der entsprechenden Anteilsklasse zuzuordnenden Nettovermögen sowie zu anteiligen Ausschüttungen berechtigt und im Falle einer Liquidation zu dem anteiligen Liquidationserlös. Im Falle von Inhaberanteilen werden nur Zertifikate über ganze Anteile ausgegeben.

Art. 8. Verlust oder Zerstörung von Anteilzertifikaten. Sofern ein Anteilhaber zur Zufriedenheit der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Anteilzertifikat abhanden gekommen ist, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf Antrag des Anteilhabers ein Duplikat nach den Bedingungen und unter Stellung der Sicherheiten, wie dies von der Gesellschaft festgelegt wird, ausgegeben werden. Mit Ausgabe des neuen Anteilzertifikates, welches als Duplikat gekennzeichnet wird, verliert das ursprüngliche Anteilzertifikat, welches durch das neue ersetzt wird, seine Gültigkeit.

Beschädigte Anteilzertifikate können von der Gesellschaft für ungültig erklärt und durch neue Zertifikate ersetzt werden.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen dem Anteilhaber die Kosten für die Erstellung eines Duplikates oder eines neuen Anteilzertifikates sowie sämtliche angemessenen Auslagen, welche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und der Eintragung dieses Zertifikates oder im Zusammenhang mit der Ungültigerklärung des ursprünglichen Anteilzertifikates getragen wurden, dem Anteilhaber auferlegen.

Art. 9. Erwerbsbeschränkungen für die Anteile. Die Gesellschaft kann den Erwerb des Eigentums an Anteilen der Gesellschaft seitens einer Nicht-erwerbsberechtigten Person verhindern.

In diesem Sinne darf die Gesellschaft:

A. die Ausgabe von Anteilen und die Eintragung der Übertragung von Anteilen in das Anteilregister verweigern, sofern dies das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum einer Nicht-erwerbsberechtigten Person an diesen Anteilen zur Folge hätte;

und

B. jeder Zeit verlangen, dass eine Person, deren Name im Anteilregister eingetragen ist oder die die Übertragung von Anteilen zur Eintragung im Anteilregister wünscht, der Gesellschaft jegliche Information, gegebenenfalls durch eidestattliche Versicherungen bekräftigt, zugänglich macht, die die Gesellschaft für notwendig erachtet, um bestimmen zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Anteilen bei einer Nicht-erwerbsberechtigten Person verbleibt oder ob ein solcher Eintrag das wirtschaftliche Eigentum einer Nicht-erwerbsberechtigten Person an solchen Anteilen zur Folge hätte;

und

C. die Ausübung der Stimmberechtigung durch eine Nicht-erwerbsberechtigte Person auf der Generalversammlung verweigern;

und

D. einen Anteilhaber anweisen, seine Anteile zu verkaufen und der Gesellschaft diesen Verkauf innerhalb von dreißig Tagen nach der Mitteilung nachzuweisen, sofern die Gesellschaft erfährt, dass eine Nicht-erwerbsberechtigte Person allein oder gemeinsam mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer dieser Anteile ist. Sofern der Anteilhaber dieser Anweisung nicht nachkommt, kann die Gesellschaft von einem solchen Anteilhaber alle von diesem Anteilhaber gehaltenen Anteile nach dem nachfolgend beschriebenen Verfahren zwangsweise zurückkaufen oder diesen Rückkauf veranlassen:

Die Gesellschaft übermittelt eine zweite Mitteilung (die Kaufmitteilung) an den Anteilhaber bzw. den Eigentümer der zurückzukaufenden Anteile, entsprechend der Eintragung im Anteilregister; diese Mitteilung bezeichnet die zurückzukaufenden Anteile, das Verfahren, nach dem der Rückkaufpreis berechnet wird und den Namen des Erwerbers.

Eine solche Mitteilung wird an den Anteilhaber per Einschreiben an dessen letztbekannte oder in den Büchern der Gesellschaft vermerkte Adresse versandt. Der vorerwähnte Anteilhaber ist hiermit verpflichtet, der Gesellschaft das

Anteilzertifikat bzw. die Anteilzertifikate, die die Anteile entsprechend der Angabe in der Kaufmitteilung vertreten, zukommen zu lassen.

Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufmitteilung bezeichneten Datum endet das Eigentum des Anteilinhabers an den in der Kaufmitteilung bezeichneten Anteilen; und im Falle von Namensanteilen wird der Name des Anteilinhabers aus dem Anteilregister gestrichen; im Falle von Inhaberanteilen werden das Zertifikat bzw. die Zertifikate, die die Anteile vertreten, entwertet.

Der Preis, zu dem diese Anteile erworben werden (der Kaufpreis) entspricht einem Betrag, der auf der Grundlage des Anteilwerts der entsprechenden Anteilklasse an einem Bewertungstag, oder zu einem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstags, wie vom Verwaltungsrat festgelegt, unter Abzug ggf. anfallender Rücknahmeabschläge bestimmt wird. Kaufpreis ist - jeweils abzüglich ggf. anfallender Rücknahmeabschläge - entweder der vor dem Datum der Kaufmitteilung berechnete Anteilwert oder der am Tag nach der Einreichung der (des) Anteilzertifikate(s) nächstfolgende berechnete Anteilwert, je nachdem, welcher von beiden Werten der niedrigere ist.

Der Kaufpreis wird dem früheren Eigentümer dieser Anteile in der vom Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises von Anteilen der entsprechenden Anteilklasse vorgesehenen Währung zur Verfügung gestellt und von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder anderswo (entsprechend den Angaben in der Kaufmitteilung) nach endgültiger Festlegung des Kaufpreises nach vorheriger Rückgabe des bzw. der Anteilzertifikate(s) entsprechend der Bezeichnung in der Kaufmitteilung und zugehöriger nicht fälliger Ertragsscheine hinterlegt. Nach Übermittlung der Kaufmitteilung und entsprechend dem vorerwähnten Verfahren steht dem früheren Eigentümer kein Anspruch mehr im Zusammenhang mit diesen Anteilen oder einem Teil derselben zu, und der frühere Eigentümer hat auch keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder das Gesellschaftsvermögen im Zusammenhang mit diesen Anteilen, mit Ausnahme des Rechts, den Kaufpreis zinslos nach tatsächlicher Übergabe des bzw. der Anteilzertifikate(s) wie vorerwähnt von der genannten Bank zu erhalten. Alle Erträge aus Rücknahmen, die einem Anteilinhaber nach den Bestimmungen dieses Absatzes zustehen, können nicht mehr eingefordert werden und verfallen zugunsten der jeweiligen Anteilklasse(n), sofern sie nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren nach dem in der Kaufmitteilung angegebenen Datum abgefordert wurden. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, sämtliche jeweils notwendigen Schritte zu unternehmen, um die Rückführung solcher Beträge umzusetzen und entsprechende Maßnahmen mit Wirkung für die Gesellschaft zu genehmigen.

Die Ausübung der Befugnisse nach Maßgabe dieses Artikels durch die Gesellschaft nach diesem Artikel kann in keiner Weise mit der Begründung in Frage gestellt oder für ungültig erklärt werden, dass das Eigentum an Anteilen unzureichend nachgewiesen worden sei oder das tatsächliche Eigentum an Anteilen nicht den Annahmen der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Kaufmitteilung entsprochen habe, vorausgesetzt, dass die vorbenannten Befugnisse durch die Gesellschaft nach Treu und Glauben ausgeübt wurden.

Mit Abschluss der Rückkaufstransaktion endet das Eigentum des bisherigen Anteilinhabers. Im Falle von Namensanteilen wird in der Folge der Name des Anlegers aus dem Anteilsregister gestrichen; Im Falle von Inhaberanteilen werden das Zertifikat bzw. die Zertifikate, die die Anteile vertreten, entwertet.

Art. 10. Ausgabe von Anteilen. Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Anteile jeder Zeit auszugeben, ohne den bestehenden Anteilinhabern ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Anteile einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Ausgabe von Anteilen einer Anteilsklasse einschränken; insbesondere kann der Verwaltungsrat entscheiden, dass Anteile einer Anteilsklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft ausgegeben werden. In zeitlicher Hinsicht erfolgt die Ausgabe von Anteilen eines Teilfonds nach einem Verfahren, das vom Verwaltungsrat festgelegt und in den Verkaufsunterlagen beschrieben wird.

Die Ausgabe von Anteilen erfolgt grundsätzlich an dem im Prospekt festgesetzten Bewertungstag. Der Ausgabepreis basiert auf dem Nettoinventarwert des entsprechenden Teilfonds/der entsprechenden Anteilklasse. Der Ausgabepreis kann sich um eine Vermittlungsgebühr oder andere Gebühren erhöhen, die in dem jeweils gültigen Prospekt festgelegt sind. Der so bestimmte Preis wird innerhalb einer Frist, welche vom Verwaltungsrat bestimmt wird und im Prospekt veröffentlicht wird, zu entrichten sein. Diese Frist wird nicht mehr als fünf (5) Werktage ab dem entsprechenden Bewertungstag betragen. Der Ausgabepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, je nach Vorgabe des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat kann an jedes seiner Mitglieder, jeden Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis erteilen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen für neu auszugebende Anteile entgegen zu nehmen und diese Anteile auszuliefern.

Die Gesellschaft kann, gemäß den gesetzlichen Bedingungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch einen Wirtschaftsprüfer ("réviseur d'entreprises agréé") zwingend vorsehen, Anteile gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, vorausgesetzt, dass solche Wertpapiere mit den Anlagezielen, der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds im Einklang stehen.

Art. 11. Rücknahme von Anteilen. Die Gesellschaft ist berechtigt, ihre Anteile zu jedem Zeitpunkt in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Beschränkungen zurückzunehmen.

Jeder Anteilinhaber kann (falls im Prospekt vorgesehen) die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Anteile durch die Gesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat festgelegt werden, und innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen verlangen.

Der Rücknahmepreis pro Anteil wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist ausbezahlt, welche im Prospekt veröffentlicht wird und voraussetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Anteilzertifikate und alle sonstigen zur Übertragung von Anteilen erforderlichen Unterlagen bei der Gesellschaft eingegangen sind. Die Frist wird nicht mehr als 5 Tage betragen. Der Rücknahmepreis entspricht dem Nettoinventarwert pro Anteil des entsprechenden Teilfonds/der entsprechenden Anteilsklasse gemäß Artikel 14 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den vom Verwaltungsrat getroffenen Bestimmungen, welche im Prospekt Erwähnung finden. Der Verwaltungsrat kann jeder Zeit, unter den Voraussetzungen des Artikels 9, Anteile zwangsweise zurückkaufen. In zeitlicher Hinsicht erfolgt die Rücknahme von Anteilen eines Teilfonds nach einem Verfahren, das vom Verwaltungsrat festgelegt und in den Verkaufsunterlagen beschrieben wird.

Sofern die Zahl oder der gesamte Nettoinventarwert von Anteilen, welche durch einen Anteilinhaber in einem Teilfonds/einer Anteilsklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welche vom Verwaltungsrat festgelegt wurden, kann die Gesellschaft bestimmen, dass dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Anteilbesitzes des Anteilinhabers in diesem Teilfonds/dieser Anteilsklasse behandelt wird.

Der Verwaltungsrat hat das Recht, nach seinem alleinigen Ermessen (und unter Berücksichtigung der Interessen der verbleibenden Anteilinhaber) bei umfangreichen Rücknahmeanträgen (d.h., bei Rücknahmeanträgen, deren Wert einen im Prospekt festgelegten Prozentsatz des Nettoinventarwertes eines Teilfonds übersteigt) die Anzahl der Anteile der einzelnen Rücknahmeanträge anteilig zu verringern. Soweit ein Antrag auf Grund der Ausübung der Befugnis zur anteiligen Verringerung an einem Bewertungstag nicht in vollem Umfang ausgeführt wird, muss er im Hinblick auf den nicht ausgeführten Teil so behandelt werden, als habe der Anteilinhaber für den nächsten Bewertungstag einen weiteren Antrag gestellt. Solche Anträge werden gegenüber späteren Anträgen, soweit sie für die darauf folgenden Bewertungstage eingehen, vorrangig bearbeitet.

Der Verwaltungsrat oder die Verwaltungsgesellschaft kann, gemäß den Luxemburger gesetzlichen Vorschriften, Anteile gegen Lieferung von Wertpapieren oder anderer zulässiger Vermögenswerte zurücknehmen, insofern dies von dem Anteilinhaber gewünscht wird und soweit die Interessen aller Anteilinhaber gewahrt bleiben.

Alle zurückgenommenen Anteile werden entwertet.

Jeder Antrag auf Rückgabe von Anteilen ist unwiderruflich, außer - jeweils während dieser Aussetzung - in den Fällen einer Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts nach Artikel 13 dieser Satzung und im Falle der Aussetzung der Rückgabe nach Maßgabe dieses Artikels.

Art. 12. Umtausch von Anteilen. Jeder Anteilinhaber ist berechtigt, den Umtausch aller oder eines Teils seiner Anteile in einem Teilfond/in einer Anteilsklasse, in Anteile eines anderen Teilfonds/einer anderen Anteilsklasse zu verlangen, falls nichts Gegenteiliges im Prospekt vorgesehen ist. Der Verwaltungsrat kann, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit, Fristen und Bedingungen des Umtauschs, Beschränkungen festlegen und kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Provisionen abhängig machen. Die vom Verwaltungsrat festgelegten Bedingungen finden Erwähnung im Prospekt.

Der Preis für den Umtausch von Anteilen eines Teilfonds/einer Anteilsklasse in Anteile eines anderen Teilfonds/einer anderen Anteilsklasse wird auf Grundlage des jeweiligen Anteilwertes des jeweiligen Teilfonds/der jeweiligen Anteilsklasse an demselben Bewertungstag beziehungsweise zu demselben Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag berechnet.

Art. 13. Zeitweilige Aussetzung der Nettoinventarwertberechnung sowie Ausgabe und Rücknahme von Anteilen. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Bewertung der Nettovermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds und die Bewertung pro Anteil sowie die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Anteilen in folgenden Fällen zeitweilig einzustellen:

(a) während der Zeit, in welcher eine Börse oder ein anderer Markt, an der/auf dem ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds notiert ist oder gehandelt wird, geschlossen ist (außer an Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse oder auf diesem Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

(b) in Notlagen, wenn ein oder mehrere Teilfonds über Vermögenswerte nicht verfügen kann/können, oder es für diesen oder diese Teilfonds unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Nettoinventarwertes ordnungsgemäß durchzuführen;

(c) während einer Zeit, in welcher die gewöhnlich verwendeten Kommunikationsmittel oder Hilfsmittel für die Nettoinventarwertberechnung eines oder mehrerer Teilfonds oder für die Kursberechnung an den Börsen oder auf den Märkten, an/auf denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds notiert ist/gehandelt wird, unterbrochen sind.

Die Gesellschaft wird die Anteilinhaber in angemessener Weise über die Aussetzung unterrichten. Anteilinhaber, die einen Antrag auf Zeichnung oder Rücknahme von Anteilen der betroffenen Teilfonds eingereicht haben, für welche die Nettoinventarwertermittlung ausgesetzt wurde, werden eingehend über den Anfang und das Ende der Aussetzungsperiode unterrichtet.

Art. 14. Ermittlung des Nettoinventarwertes. Der Anteilwert jedes Teilfonds/jeder Anteilsklasse wird durch die Gesellschaft in der Frequenz berechnet, die vom Verwaltungsrat bestimmt wird (jedoch mindestens zweimal im Monat). Der Tag, an dem der Nettoinventarwert berechnet wird, wird in vorliegender Satzung als Bewertungstag bezeichnet.

Der Anteilwert wird in der Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds/der jeweiligen Anteilsklasse (welche im Prospekt festgelegt ist) ausgedrückt und wird an jedem Bewertungstag ermittelt, indem das Nettovermögen des jeweiligen Teilfonds/der jeweiligen Anteilsklasse, d.h. der Wert der Vermögenswerte abzüglich der diesem Teilfonds/dieser Anteilsklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten, durch die Zahl der dann im Umlauf befindlichen Anteile dividiert wird. Der Anteilwert kann auf die nächste Untereinheit der jeweiligen Währung auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Anteilwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten, auf welchen ein wesentlicher Anteil der Vermögensanlagen eines jeweiligen Teilfonds gehandelt oder notiert sind, erfolgen, kann die Gesellschaft im Interesse der Anteilhaber und der Gesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen. Die Bewertung des Nettoinventarwertes der Anteile sämtlicher Teilfonds/Anteilsklassen wird wie folgt vorgenommen:

A. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

(a) der Wert der Barmittel, Sichteinlagen, Schuldscheine, Sichtwechsel und fälligen Forderungen sowie der transitorischen Aktiva und erklärten oder aufgelaufenen aber noch nicht gezahlten Bardividenden und Zinsen ist mit dem vollen Betrag anzusetzen, es sei denn, es ist unwahrscheinlich, dass der volle Betrag gezahlt bzw. vereinnahmt wird; in diesem Fall ist ein Abschlag in der Höhe, zu berücksichtigen, in der er im Hinblick auf den wahren Wert als angemessen angesehen wird;

(b) Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente, die an einer Börse amtlich notiert sind bzw. gehandelt werden oder die an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, sind auf der Basis ihres zuletzt verfügbaren Kurses zu bewerten, oder, wenn die Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente an mehreren Börsen notiert sind, ist der zuletzt verfügbare Kurs an jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für diese Vermögenswerte ist;

(c) der Wert von Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten, die nicht an einer Börse oder an einem geregelten Markt gehandelt werden und der Wert von Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten, die an einer Börse oder an einem geregelten Markt gehandelt werden, deren zuletzt verfügbarer Kurs jedoch nicht marktgerecht ist, wird vom Verwaltungsrat nach Treu und Glauben auf der Basis ihres voraussichtlich zu erzielenden Verkaufspreises bestimmt;

(d) Anteile/Aktien, die von offenen Investmentfonds ausgegeben werden, sind mit ihrem zuletzt verfügbaren Nettovermögenswert zu bewerten und insofern der Nettovermögenswert nicht verfügbar ist, wird er nach Treu und Glauben vom Verwaltungsrat berechnet oder gemäß einem von ihr festgelegten Verfahren bestimmt, wobei die Bewertung immer auch allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln entsprechen muss;

(e) der Veräußerungswert von Termin- (Futures/Forwards) oder Optionskontrakten, die nicht an einer Börse oder an einem anderen organisierten Markt gehandelt werden, ist gemäß den vom Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festgelegten Richtlinien und in gleich bleibender Weise zu bewerten. Der Veräußerungswert von Termin- oder Optionskontrakten, die an einer Börse oder an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, ist auf der Basis des zuletzt verfügbaren Abwicklungspreises für diese Kontrakte an Börsen und organisierten Märkten zu bewerten, an denen Termin- oder Optionskontrakte dieser Art gehandelt werden; dies gilt mit der Maßgabe, dass bei Termin- oder Optionskontrakten, die nicht an einem Geschäftstag, für den der Nettoinventarwert ermittelt wird, veräußert werden konnten, der vom Verwaltungsrat als angemessen und adäquat angesehene Wert die Basis für die Ermittlung des Veräußerungswertes dieses Kontrakts ist;

(f) die Bewertung liquider Vermögenswerte und Geldmarktinstrumente mit einer Restfrist von weniger als zwölf Monaten kann zum jeweiligen Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen oder unter Berücksichtigung der planmäßig abbeschriebenen historischen Kosten erfolgen. Die letztgenannte Bewertungsmethode kann dazu führen, dass der Wert zeitweilig von dem Kurs abweicht, den der betreffende Teilfonds beim Verkauf der Anlage erhalten würde. Der Verwaltungsrat wird diese Bewertungsmethode jeweils prüfen und nötigenfalls Änderungen empfehlen, um sicherzustellen, dass die Bewertung dieser Vermögenswerte zu ihrem angemessenen Wert erfolgt, der in gutem Glauben gemäß den vom Verwaltungsrat vorgeschriebenen Verfahren ermittelt wird. Ist der Verwaltungsrat der Auffassung, dass eine Abweichung von den planmäßig abbeschriebenen historischen Kosten je Anteil zu erheblichen Verwässerungen oder sonstigen den Anteilhabern gegenüber unangemessenen Ergebnissen führen würde, so muss der Verwaltungsrat ggf. Korrekturen vornehmen, die er als angemessen erachtet, um Verwässerungen oder unangemessene Ergebnisse auszuschließen oder zu begrenzen, soweit dies in angemessenem Rahmen möglich ist;

(g) die Bewertung von Swap-Transaktionen erfolgt auf der Grundlage des Marktwertes dieser Swap-Transaktionen, wie er in gutem Glauben gemäß den vom Verwaltungsrat vorgeschriebenen Verfahren ermittelt wird;

(h) alle anderen Wertpapiere und zulässigen Vermögenswerte, sowie die vorgenannten Vermögenswerte, für die eine Bewertung gemäß der vorstehenden Bestimmungen nicht möglich oder durchführbar wäre, oder bei denen eine solche Bewertung nicht ihren angemessenen Wert wiedergeben würde, werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, der in gutem Glauben gemäß den vom Verwaltungsrat vorgeschriebenen Verfahren ermittelt wird.

C. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

(a) sämtliche Darlehen, sämtliche aufgelaufene Zinsen aus Krediten der Gesellschaft (einschließlich Kreditaufnahmekosten) und andere anfällige Beträge;

(b) sämtliche fällige oder anfallende Kosten (einschließlich Verwaltungs- und Beratungsgebühren, Depotbankgebühren und sonstige Vertretergebühren), die der Gesellschaft zugeordnet werden;

(c) sämtliche bekannte, gegenwärtige und zukünftige Verbindlichkeiten, einschließlich Zahlungsverbindlichkeiten auf Geld oder Sachwerte aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden der Gesellschaft;

(d) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen und sonstige vom Verwaltungsrat genehmigte und angenommene Rückstellungen, sowie Rücklagen als Vorsorge für sonstige Verbindlichkeiten der Gesellschaft;

(e) sämtliche sonstige Verbindlichkeiten der Gesellschaft;

(f) Liquidationskosten für die Auflösung der Gesellschaft, sobald diese erkennbar ist. Als erkennbar gilt eine Liquidation beispielsweise bei einem angekündigten Ausscheiden eines Gesellschafters, durch welches das gesetzliche Mindestgesellschaftskapital von 1.250.000,- EUR dauerhaft unterschritten wird.

Bei Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche zu zahlenden Ausgaben heranziehen, welche Gründungskosten, Vergütungen des Anlageverwalters oder Anlageberaters, des Wirtschaftsprüfers, der Depotbank, der Zentralverwaltungsstelle, der Register- und Transferstelle, jeglicher Zahlstelle, sonstiger Vertriebsstellen und ständiger Repräsentanten in Vertriebsländern, sowie sämtlicher sonstiger Zwischenstellen umfassen. Weiter kommen in Betracht die Tantiemen und Auslagen der Mitglieder des Verwaltungsrates, die angemessenen Reisekosten und Spesen im Zusammenhang mit Sitzungen des Verwaltungsrates der Mitglieder des Verwaltungsrates, Versicherungsprämien, Gebühren und Kosten im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Gesellschaft bei Regierungsstellen und Börsen in Luxemburg und in jeglichem anderen Land, Kosten und Honorare für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Werbekosten, Druckkosten, Berichts- und Veröffentlichungskosten einschließlich der Anzeigenkosten, Kosten für die Vorbereitung und Ausführung des Druckes und der Verteilung der Prospekte, Informationsmaterial, regelmäßige Berichte, Steuern, Abgaben und ähnliche Belastungen, sämtliche sonstigen Ausgaben der täglichen Geschäftsführung einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bankgebühren, Brokergebühren sowie Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und sonstige Kosten regelmäßiger oder wiederkehrender Art auf der Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche oder andere Perioden im Voraus ansetzen und kann diese in gleichen Raten über einen solchen periodischen Zeitraum zusammenfassen.

D. Die Vermögenswerte werden wie folgt zugeteilt:

(a) Das Entgelt aus der Ausgabe von Anteilen eines Teilfonds/einer Anteilsklasse wird in den Büchern der Gesellschaft dem entsprechenden Teilfonds/der entsprechenden Anteilsklasse zugeordnet und der entsprechende Betrag wird den Anteil am Nettovermögen des Teilfonds/der Anteilsklasse entsprechend erhöhen und Vermögenswerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen werden dem jeweiligen Teilfonds/der jeweiligen Anteilsklasse nach den Bestimmungen dieses Artikels zugeschrieben;

(b) Vermögenswerte, welche auch von anderen Vermögenswerten abgeleitet sind, werden in den Büchern der Gesellschaft demselben Teilfonds/derselben Anteilsklasse zugeordnet, wie die Vermögenswerte, von welchen sie abgeleitet sind und zu jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird die Werterhöhung oder Wertminderung dem entsprechenden Teilfonds/der entsprechenden Anteilsklasse zugeordnet;

(c) Sofern die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingeht, welche im Zusammenhang mit einem bestimmten Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds/einer bestimmten Anteilsklasse oder im Zusammenhang mit einer Handlung bezüglich eines Vermögenswertes eines bestimmten Teilfonds/einer bestimmten Anteilsklasse steht, wird diese Verbindlichkeit dem entsprechenden Teilfonds/der entsprechenden Anteilsklasse zugeordnet;

(d) Wenn ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einem bestimmten Teilfonds/einer bestimmten Anteilsklasse innerhalb eines Teilfonds zuzuordnen ist, so werden dieser Vermögenswert bzw. diese Verbindlichkeit allen Teilfonds/Anteilsklassen innerhalb eines Teilfonds im Verhältnis des Nettovermögens der entsprechenden Teilfonds/Anteilsklassen innerhalb eines Teilfonds oder in einer anderen Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeteilt;

(e) Nach Zahlung von Ausschüttungen an die Anteilhaber eines Teilfonds/einer Anteilsklasse wird der Nettovermögenswert dieses Teilfonds/dieser Anteilsklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert. Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und auszulegen.

E. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

(a) Zur Rücknahme ausstehende Anteile der Gesellschaft gemäß Artikel 11 dieser Satzung werden als bestehende Anteile behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, der vom Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

(b) Auszugebende Anteile werden ab dem Zeitpunkt, der vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Anteile behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zugunsten der Gesellschaft;

(c) Alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstige Vermögenswerte, die auf andere Währungen als der Währung der jeweiligen Teilfonds lauten, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Anteilwertberechnung geltenden Marktkursen oder Devisenkursen bewertet;

(d) An jedem Bewertungstag gelten folgende Grundsätze:

- Sofern die Gesellschaft die Verpflichtung zum Kauf eines Vermögenswertes eingegangen ist, wird der Wert der zu erbringenden Gegenleistung für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der Wert des zu erwerbenden Vermögenswertes wird als Vermögenswert der Gesellschaft ausgewiesen.

- Sofern die Gesellschaft sich verpflichtet hat, einen Vermögenswert zu veräußern, wird der Wert der Gegenleistung, welche die Gesellschaft für diesen Vermögenswert zu erhalten berechtigt ist, als Vermögenswert der Gesellschaft ausgewiesen, und der zu liefernde Vermögenswert wird nicht in den Aktiva der Gesellschaft ausgewiesen. Die vorstehenden Regeln stehen unter dem Vorbehalt, dass der Wert der vorerwähnten Gegenleistung bzw. des Vermögenswertes von der Gesellschaft geschätzt werden kann, sofern der genaue Wert oder die Art dieser Gegenleistung oder des Vermögenswertes an dem jeweiligen Bewertungstag nicht bekannt sind.

F. Co-Management (Pooling)

Zwecks effizienter Portfolioverwaltung und zur Verringerung der Betriebs- und Verwaltungskosten kann der Verwaltungsrat entscheiden, alle oder einen Teil der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds mit den Vermögenswerten anderer Teilfonds der Gesellschaft gemeinsam zu verwalten. Die Vermögenswerte, welche im Rahmen dieses Co-Management verwaltet werden, werden entsprechend einem gemeinsamen Anlageziel verwaltet und nachstehend als «Pool» bezeichnet. Die Pools stellen keine eigenständigen rechtlichen Einheiten dar und sind den Anteilinhabern nicht zugänglich. Barvermögen oder andere Vermögenswerte können von einem oder mehreren Teilfonds, einem oder mehreren von der Gesellschaft eingerichteten Pools zugewiesen werden. Weitere Zuweisungen können, von Zeit zu Zeit, auch später erfolgen. Rückübertragungen von den Pools an die Teilfonds können nur in Höhe der Beteiligung der jeweiligen Teilfonds am Pool erfolgen. Die Höhe des jeweiligen Anteils eines Teilfonds in einem Pool wird proportional auf seinen ursprünglich in den Pool eingeflossenen Bar- und/oder anderen Vermögensanteil berechnet, und wird, auf einer fortwährenden Basis, entsprechend den Einzahlungen oder Rückübertragungen, neu berechnet.

Der Anspruch jedes am Pool teilnehmenden Teilfonds auf die gemeinsam verwalteten Vermögenswerte gilt proportional für jeden einzelnen Vermögenswert eines solchen Pools. Verbindlichkeiten der Gesellschaft, die mit einem Vermögenswert eines spezifischen Pools oder einem in Bezug auf Vermögenswerte eines bestimmten Pools getätigten Geschäft in Zusammenhang stehen, werden dem betreffenden Pool zugeordnet. Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten der Gesellschaft, welche nicht einem spezifischen Pool zugeordnet werden können, werden dem jeweiligen Teilfonds zugeordnet, welchem sie zugehören bzw. mit welchem sie im Zusammenhang stehen. Falls ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft keinem bestimmten Teilfonds zuzuordnen ist, werden dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Teilfonds im Verhältnis der Nettoinventarwerte der für die verschiedenen Teilfonds ausgegebenen Anteile zugeordnet.

Nach Auflösung eines Pools werden die Vermögenswerte dieses Pools dem oder den Teilfonds im Verhältnis zu ihren jeweiligen Beteiligungen am Pool zugeordnet. Dividenden, Zinsen und sonstige Erträge aus Vermögenswerten eines bestimmten Pools werden unmittelbar den Teilfonds im Verhältnis zu ihren jeweiligen Beteiligungen am Pool zum Zeitpunkt des Ertrages zugeordnet.

Kosten, welche einem bestimmten Pool zuzurechnen sind, werden diesem Pool zu Lasten gestellt und, falls anwendbar, den Teilfonds im Verhältnis zu ihren jeweiligen Beteiligungen am Pool zum Zeitpunkt, an dem die Kosten entstanden sind, zugeordnet. Kosten, welche keinem bestimmten Pool zuzuordnen sind, werden dem jeweiligen Teilfonds zugeordnet, in Zusammenhang mit welchem sie entstanden sind. In den Büchern der Gesellschaft werden die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten eines Teilfonds, ob einem Pool angehörend oder nicht, jeder Zeit als Vermögenswert oder Verbindlichkeit eines bestimmten Teilfonds zugeordnet, einschließlich, zwischen zwei Berechnungsperioden, des proportionalen Anspruchs eines Teilfonds an einem gegebenen Wert. Demgemäß können solche Vermögenswerte jeder Zeit aufgeteilt werden. In den Büchern der Depotbank betreffend die Teilfonds müssen die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten eines Teilfonds als solche identifiziert sein und, demzufolge, in den Büchern der Depotbank, getrennt aufgezeichnet sein.

Titel III - Verwaltung - Aufsicht

Art. 15. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern, welche nicht Anteilinhaber der Gesellschaft sein müssen. Der Verwaltungsrat wird von der Gesellschafterversammlung der Anteilinhaber (Generalversammlung) bestellt. Die Generalversammlung bestimmt die Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder.

Die Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder darf sechs Jahre nicht überschreiten. Die Mitglieder des Verwaltungsrates können wieder gewählt werden. Die Generalversammlung kann ein Mitglied des Verwaltungsrates jeder Zeit, ohne Angabe von Gründen, abberufen. Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates die freie Stelle zeitweilig kommissarisch bekleiden; die Anteilinhaber werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

Art. 16. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen Stellvertreter bestimmen. Bei Gründung der Gesellschaft wird der erste Vorsitzende durch die erste Generalversammlung bestimmt. Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und in seiner Abwesenheit wird die Leitung durch den Stellvertreter wahrgenommen. Der Verwaltungsrat kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen erstellt und verwahrt.

Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates erhält wenigstens 24 Stunden vor der entsprechenden Sitzung eine schriftliche Einladung, welche das Datum, den Ort und die Zeit der Verwaltungsratssitzung enthält. In Dringlichkeitsfällen jedoch muss diese Frist nicht eingehalten werden. Auf diese Einladung kann schriftlich, durch Brief, Telegramm, Telex oder E-Mail von allen Verwaltungsratsmitgliedern verzichtet werden, wobei eine einstimmige Entscheidung erforderlich ist. Eine Mitteilung ist nicht notwendig, wenn jedes Verwaltungsratsmitglied bei der Sitzung anwesend oder ordnungsgemäß vertreten ist. Eine Mitteilung ist auch nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung aufgrund schriftlicher Erklärung (Brief, Telefax, Telegramm, E-Mail) durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonische Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen identifiziert werden können, sowie dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung durchgehend einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen. Diese Teilnahme steht einer persönlichen durchgehenden Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen rechtswirksam beschließen.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind. Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratsitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Auf Veranlassung des Vorsitzenden oder eines Stellvertreters und im Einverständnis aller Mitglieder können Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse). Das Verfahren des Umlaufbeschlusses ist nur zulässig, wenn sich die Gesamtheit der Mitglieder des Verwaltungsrates mit dem Inhalt der vorgeschlagenen Beschlüsse einverstanden erklärt. Als schriftliche Beschlussfassung im Sinne eines Umlaufbeschlusses gelten ebenfalls die Stimmabgabe per Brief, Telefax, Telegramm oder E-Mail.

Art. 17. Interessenkonflikte. Sofern ein Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegen gesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat dieses entgegen gesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen. Dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds auf der nächstfolgenden Gesellschafterversammlung berichtet. Falls ein Quorum des Verwaltungsrates wegen eines Interessenkonfliktes eines oder mehrerer Verwaltungsratsmitglieder nicht erreicht werden kann, werden die Beschlüsse durch eine Mehrheit der nicht betroffenen Verwaltungsratsmitglieder, welche bei einer solchen Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten sind, getroffen.

Kein Vertrag bzw. kein anderes Geschäft zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften oder Unternehmen wird durch die Tatsache berührt oder ungültig, dass einer oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ein persönliches Interesse haben oder Verwaltungsratsmitglieder, Gesellschafter, Teilhaber, Prokuristen oder Angestellte einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens sind.

Ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft, das gleichzeitig Funktionen als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer oder Angestellter in einer anderen Gesellschaft oder Firma ausübt, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonst wie in Geschäftsverbindung tritt, ist aus dem alleinigen Grunde seiner Zugehörigkeit zu dieser Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, zu allen Fragen bezüglich eines solchen Vertrags oder eines solchen Geschäfts seine Meinung zu äußern, seine Stimme abzugeben oder sonstige Handlungen vorzunehmen.

Art. 18. Protokolle der Verwaltungsratssitzungen. Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei der anderen Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Jegliche Vollmachten werden an die Protokolle angeheftet. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Art. 19. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 21 dieser Satzung auszuüben. Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft gerichtlich und außergerichtlich.

Durch die gemeinschaftliche Zeichnung je zweier Verwaltungsratsmitglieder wird die Gesellschaft Dritten gegenüber wirksam verpflichtet.

Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte Ausschüsse bestellen und/oder einzelne Delegierte mit bestimmten Aufgaben ernennen.

Der Verwaltungsrat kann einer oder mehreren natürlicher oder juristischer Personen seine Befugnis übertragen, die täglichen Geschäfte der Gesellschaft zu führen, sowie die Gesellschaft im Rahmen dieser Geschäftsführung zu vertreten. Die Übertragung dieser Befugnisse kann sowohl auf Mitglieder des Verwaltungsrates als auch auf Dritte, die nicht Anteilhaber zu sein brauchen, erfolgen. Ferner kann der Verwaltungsrat Vollmachten für einzelne Geschäftsbereiche und Sondervollmachten für Einzelgeschäfte an seine Mitglieder oder an Dritte erteilen.

Art. 20. Vergütung des Verwaltungsrates - Auslagerstattung. Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt.

Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern oder sonstiger Personen, die auf Grund einer ordnungsgemäßen Bevollmächtigung für die Gesellschaft tätig geworden sind, in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, werden zurückerstattet, es sei denn, diese sind durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds veranlasst worden; im Falle eines Vergleichs erfolgt eine Kostenerstattung nur im Zusammenhang mit den Angelegenheiten, die von dem Vergleich abgedeckt werden und sofern der Rechtsberater der Gesellschaft bescheinigt, dass die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung begangen hat. Das vorgenannte Recht auf Auslagerstattung schließt andere Ansprüche nicht aus.

Art. 21. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen. Der Verwaltungsrat kann, unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung, die Anlagepolitik für jeden Teilfonds, die Sicherungsstrategien für bestimmte Anteilklassen innerhalb eines Teilfonds und die Grundsätze, die im Rahmen der Verwaltung und der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anwendung finden sollen, jeweils im Rahmen der vom Verwaltungsrat festgelegten Anlagebeschränkungen und im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen festlegen.

1. Im Rahmen dieser Anlagebeschränkungen kann der Verwaltungsrat die Anlage in folgende Vermögenswerten beschließen; es steht hierbei dem Verwaltungsrat frei, die Anlage in bestimmten Vermögenswerten auszuschließen:

a) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die

- an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt eines EU-Mitgliedstaats oder eines Drittstaats gehandelt werden, der anerkannt und für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, oder
- aus Neuemissionen stammen, deren Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt im Sinne des ersten Spiegelstrichs zu beantragen, und deren Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

Geldmarktinstrumente sind Anlagen, die üblicherweise auf dem Geldmarkt gehandelt werden, die liquide sind und deren Wert jeder Zeit genau bestimmt werden kann.

b) Anteile von OGAW oder anderen OGA im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 erster und zweiter Spiegelstrich der Richtlinie 85/611/EWG mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem Drittstaat, sofern

- diese anderen OGA nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer behördlichen Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der Commission de Surveillance du Secteur Financier (die CSSF) derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht;
- das Schutzniveau der Anteilhaber der OGA dem Schutzniveau der Anteilhaber eines OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Fondsvermögens, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EWG gleichwertig sind;
- die Geschäftstätigkeit der OGA Gegenstand von Jahres- und Halbjahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden;
- der OGAW oder OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach den Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder anderer OGA anlegen darf.

c) Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union hat oder, falls der Sitz des Kreditinstituts sich in einem Drittstaat befindet, es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der CSSF denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind. Die Einlagen können grundsätzlich auf sämtliche Währungen lauten, die in der Anlagepolitik eines Teilfonds vorgesehen sind.

d) Abgeleitete Finanzinstrumente (die Derivate), d. h. insbesondere Futures, Terminkontrakte, Optionen sowie Swaps, einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die an einem der in Buchstabe a) bezeichneten geregelten Märkte gehandelt werden, und/oder abgeleitete Finanzinstrumente, die nicht dort gehandelt werden (die OTC-Derivate), sofern es sich bei den Basiswerten um unter dieser Nr. 1 oder unter Nr. 2 erster Spiegelstrich genannte Instrumente oder um Finanzindices, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die ein Teilfonds gemäß seinen Anlagezielen investieren darf. Die Finanzindices im vorgenannten Sinn umfassen insbesondere Indices auf Währungen, auf Wechselkurse, auf Zinssätze, auf Kurse und Gesamtrenditen auf Zinsindices sowie weiterhin insbesondere Renten-, Aktien-,

Warentermin-, Edelmetall- und Rohstoffindices und Indices, die die weiteren in dieser Nummer aufgezählten zulässigen Instrumente zum Gegenstand haben.

Darüber hinaus sind bei OTC-Derivaten folgende Bedingungen zu erfüllen:

- Die Kontrahenten müssen Finanzinstitutionen erster Ordnung, auf solche Geschäfte spezialisiert sowie einer Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sein, die von der CSSF zugelassen wurden.
- Die OTC-Derivate müssen einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jeder Zeit zu einem angemessenen Wert veräußert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können.
- Die Transaktionen müssen auf der Grundlage standardisierter Verträge getätigt werden.
- Der Kauf oder Verkauf dieser Instrumente anstelle von an einer Börse oder an einem geregelten Markt gehandelten Instrumenten muss nach Einschätzung der Gesellschaft für die Anteilhaber von Vorteil sein. Der Einsatz von OTC-Geschäften ist insbesondere dann von Vorteil, wenn er eine laufzeitkongruente und damit kostengünstigere Absicherung von Vermögenswerten ermöglicht.

e) Geldmarktinstrumente, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und nicht unter die in Nr. 1. a) genannten Definitionen fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente selbst Vorschriften über den Einlagen- und den Anteilhaberschutz unterliegt. Die Anforderungen hinsichtlich des Einlagen- und Anteilhaberschutzes sind bei Geldmarktinstrumenten u. a. dann erfüllt, wenn diese von mindestens einer anerkannten Rating-Agentur mit Investment Grade eingestuft sind bzw. die Gesellschaft der Auffassung ist, dass die Bonität des Emittenten einem Rating von Investment Grade entspricht. Ferner müssen diese Geldmarktinstrumente

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaats der EU, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, sofern dieser ein Bundesstaat ist, einem Bundesland dieses Bundesstaates, oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, der mindestens ein Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert sein; oder
- von einem Unternehmen begeben sein, dessen Wertpapiere an den in Nr. 1. a) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden; oder
- von einer Einrichtung, die gemäß den im Gemeinschaftsrecht festgelegten Kriterien einer behördlichen Aufsicht unterstellt ist, oder einer Einrichtung, die Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der CSSF dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig sind, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert sein; oder
- von anderen Emittenten begeben sein, die einer Kategorie angehören, die von der CSSF zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anteilhaberschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten Spiegelstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens 10 Millionen EUR, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der vierten Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer Unternehmensgruppe von einer oder mehreren börsennotierten Gesellschaften für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermäßige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einem Kreditinstitut eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

2.

Der Verwaltungsrat kann für Teilfonds darüber hinaus folgende Geschäfte zulassen:

- die Anlage von bis zu 10% des Vermögens eines Teilfonds in anderen als den in Nr. 1 genannten Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten;
- die Aufnahme kurzfristiger Kredite für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber eines Teilfonds bis zur Höhe von 10% des Nettoteilfondsvermögens, sofern die Depotbank der Kreditaufnahme und deren Bedingungen zustimmt. Nicht auf diese 10 % Grenze anzurechnen, aber ohne die Zustimmung der Depotbank zulässig, sind Fremdwährungskredite in Form von «Back to-Back»-Darlehen sowie Wertpapierpensions- und leihgeschäfte.

3.

Bei der Anlage der Vermögenswerte der Gesellschaft sind folgende Beschränkungen zu beachten; es steht hierbei dem Verwaltungsrat frei, weitere Beschränkungen zu beschließen:

a) Die Gesellschaft darf für einen Teilfonds Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente eines Emittenten kaufen, wenn zur Zeit des Erwerbs ihr Wert, zusammen mit dem Wert der bereits im Teilfonds befindlichen Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente desselben Emittenten, 10% des Nettoteilfondsvermögens nicht übersteigt. Ein Teilfonds darf höchstens 20% seines Nettovermögens in Einlagen bei einer Einrichtung anlegen. Das Ausfallrisiko der Kontrahenten bei Geschäften mit OTC-Derivaten darf 10% des Nettoteilfondsvermögens eines Teilfonds nicht überschreiten, wenn der Kontrahent ein Kreditinstitut im Sinne von Nr. 1. c) ist; für andere Fälle beträgt die Grenze maximal 5% des Nettoteilfondsvermögens. Der Gesamtwert der im Teilfondsvermögen befindlichen Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von Emittenten, in deren Wertpapiere und Geldmarktinstrumente der Teilfonds jeweils mehr als 5% seines Nettoteilfondsvermögens angelegt hat, darf 40% des Nettoteilfondsvermögens nicht übersteigen. Diese Begrenzung findet keine Anwendung auf Einlagen und auf Geschäfte mit OTC-Derivaten, die mit Finanzinstitutionen getätigt werden, die einer behördlichen Aufsicht unterliegen.

Ungeachtet der einzelnen vorgenannten Anlagegrenzen darf ein Teilfonds bei ein und derselben Einrichtung höchstens 20% seines Nettovermögens in einer Kombination aus

- von dieser Einrichtung begebenen Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten,
- Einlagen bei dieser Einrichtung und/oder
- Risiken aus OTC-Derivaten eingehen, welche in Bezug auf die Einrichtung bestehen, investieren.

b) Falls die erworbenen Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Drittstaat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden, so erhöht sich die Beschränkung in Nr. 3. a) Satz 1 von 10% auf 35% des Nettoteilfondsvermögens.

c) Für Schuldverschreibungen, die von Kreditinstituten mit Sitz in einem EU-Mitgliedstaat ausgegeben werden und deren Emittenten aufgrund gesetzlicher Vorschriften zum Schutz der Inhaber von Schuldverschreibungen einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegen, erhöhen sich die unter Nr. 3. a) Satz 1 und 4 genannten Beschränkungen von 10% auf 25% bzw. von 40% auf 80%, vorausgesetzt, die Kreditinstitute legen die Emissionserlöse gemäß den gesetzlichen Vorschriften in Vermögenswerten an, welche die Verbindlichkeiten aus Schuldverschreibungen über deren gesamte Laufzeit ausreichend decken und vorrangig für die bei Ausfällen des Emittenten fällig werdenden Rückzahlungen von Kapital und Zinsen bestimmt sind.

d) Die unter Nr. 3. b) und c) genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente werden bei der Anwendung der in Nr. 3. a) Satz 4 vorgesehenen Anlagegrenze von 40% nicht berücksichtigt. Die Beschränkungen unter Nr. 3 a) bis c) gelten nicht kumulativ, so dass Anlagen in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten desselben Emittenten oder in Einlagen bei diesem Emittenten oder in Derivaten desselben 35% des Nettoteilfondsvermögens nicht übersteigen dürfen. Gesellschaften, die im Hinblick auf die Erstellung des konsolidierten Abschlusses im Sinne der Richtlinie 83/349/EWG oder nach den anerkannten internationalen Rechnungslegungsvorschriften derselben Unternehmensgruppe angehören, sind bei der Berechnung der in Nr. 3. a) bis d) aufgeführten Anlagegrenzen als ein Emittent anzusehen. Ein Teilfonds darf bis zu 20% seines Nettovermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten einer Unternehmensgruppe anlegen.

e) Anlagen in Derivate werden auf die Grenzen der vorgenannten Nummern angerechnet.

f) Abweichend von den unter Nr. 3. a) bis d) aufgeführten Grenzen kann der Verwaltungsrat bestimmen, dass nach dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100% eines Teilfondsvermögens in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente verschiedener Emissionen angelegt werden können, die von der Europäischen Union, der Europäischen Zentralbank, einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem OECD-Mitgliedstaat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben werden oder garantiert sind, sofern diese Wertpapiere und Geldmarktinstrumente im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus ein und derselben Emission 30% des Nettoteilvermögens eines Teilfonds nicht überschreiten dürfen.

g) Ein Teilfonds darf Anteile anderer OGAW oder anderer OGA im Sinne von Nr. 1. b) erwerben, wenn er nicht mehr als 20% seines Nettoteilfondsvermögens in einen OGAW oder OGA anlegt. Bei der Anwendung dieser Anlagegrenze ist jeder Teilfonds eines Umbrella-Fonds im Sinne von Artikel 133 des Gesetzes von 2002 wie ein eigenständiges Sondervermögen zu betrachten, soweit das Prinzip der separaten Haftung pro Teilfonds gegenüber Dritten Anwendung findet.

Anlagen in Anteilen anderer OGA als OGAW dürfen insgesamt 30 % des Nettoteilfondsvermögens eines Teilfonds nicht übersteigen. Wenn ein Teilfonds Anteile eines OGAW oder OGA erworben hat, werden die Anlagewerte des betreffenden OGAW oder OGA in Bezug auf die unter Nr. 3. a) bis d) genannten Anlagegrenzen nicht berücksichtigt.

Im Verkaufsprospekt kann bestimmt werden, dass einzelne Teilfonds der Gesellschaft nur bis zur Höhe von 10% Anlagen in Anteile anderer OGA und oder anderer OGAW tätigen können.

Erwirbt ein Teilfonds Anteile eines OGAW oder OGA, die unmittelbar oder mittelbar von derselben Gesellschaft oder einer anderen Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Gesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder durch Beherrschung oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, so darf weder die Gesellschaft noch die verbundene Gesellschaft für die Zeichnung oder den Rückkauf der Anteile Gebühren berechnen.

Die gewichtete durchschnittliche Verwaltungsvergütung der zu erwerbenden Zielfondsanteile im vorgenannten Sinne wird 3,0% p. a. nicht übersteigen.

h) Unbeschadet der nachfolgenden unter Buchstabe i) festgelegten Anlagegrenzen kann der Verwaltungsrat bestimmen, dass die unter Buchstaben a) bis d) genannten Obergrenzen für Anlagen in Aktien und / oder Schuldtiteln ein und desselben Emittenten 20% betragen, wenn es Ziel der Anlagestrategie eines Teilfonds ist, einen bestimmten, von der CSSF anerkannten Aktien- oder Schuldtitelindex nachzubilden; Voraussetzung hierfür ist, dass

- die Zusammensetzung des Indexes hinreichend diversifiziert ist;
- der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt darstellt, auf den er sich bezieht;
- der Index in angemessener Weise veröffentlicht wird.

Die in Satz 1 festgelegte Grenze beträgt 35%, sofern dies aufgrund außergewöhnlicher Marktbedingungen gerechtfertigt ist, und zwar insbesondere auf geregelten Märkten, auf denen bestimmte Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente stark dominieren. Eine Anlage bis zu dieser Grenze ist nur bei einem einzigen Emittenten möglich. Die Grenze gemäß Buchstabe a) Satz 4 ist nicht anwendbar.

i) Die Gesellschaft darf für keinen der von ihr verwalteten Teilfonds stimmberechtigte Aktien erwerben, die mit einem Stimmrecht verbunden sind, das es ihr erlaubt, einen wesentlichen Einfluss auf die Geschäftspolitik des Emittenten auszuüben. Sie darf für einen Teilfonds höchstens 10% der von einem Emittenten ausgegebenen stimmrechtslosen Aktien, Schuldverschreibungen und Geldmarktinstrumente und höchstens 25% der Anteile eines OGAW oder eines OGA erwerben. Diese Grenze braucht für Schuldverschreibungen, Geldmarktinstrumente und Zielfondsanteile beim Erwerb nicht eingehalten zu werden, wenn sich das Gesamtemissionsvolumen bzw. der Nettobetrag der ausgegebenen Anteile nicht berechnen lässt. Sie ist auch insoweit nicht anzuwenden, als diese Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften sowie von einem Drittstaat begeben werden oder garantiert sind oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben werden.

Die unter Nr. 2. erster Spiegelstrich und Nr. 3. genannten Beschränkungen beziehen sich auf den Zeitpunkt des Erwerbs der Vermögensgegenstände. Werden die Prozentsätze nachträglich durch Kursentwicklungen oder aus anderen Gründen als durch Zukäufe überschritten, so wird die Gesellschaft bei Verkäufen als vorrangiges Ziel die Normalisierung dieser Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber anstreben.

4.

Die Gesellschaft kann für einen Teilfonds auch Transaktionen abschließen und in Währungen oder andere Instrumente investieren, bei denen verbundene Unternehmen als Broker tätig sind bzw. für eigene Rechnung oder für Rechnung ihrer Kunden auftreten. Dies gilt auch für solche Fälle, bei denen verbundene Unternehmen oder deren Kunden analog der Transaktionen der Gesellschaft handeln. Die Gesellschaft kann für einen Teilfonds auch wechselseitige Transaktionen tätigen, bei denen verbundene Unternehmen im Namen der Gesellschaft und gleichzeitig der beteiligten Gegenpartei handeln. In solchen Fällen liegt eine besondere Verantwortung gegenüber beiden Parteien bei den verbundenen Unternehmen. Die verbundenen Unternehmen können auch derivative Instrumente entwickeln, ausstellen oder emittieren, bei denen die zugrunde liegenden Wertpapiere, Währungen oder Instrumente die Anlagen sein dürfen, in welche die Gesellschaft investiert oder die auf der Performance eines Teilfonds basieren. Die Gesellschaft kann Anlagen erwerben, die von verbundenen Unternehmen entweder ausgegeben wurden oder Gegenstand eines Zeichnungsangebots oder sonstigen Vertriebs dieser Einheiten sind. Die von den verbundenen Unternehmen erhobenen Provisionen, Kursauf- und -abschläge sollen angemessen sein.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, zusätzliche Anlagebeschränkungen aufzustellen, sofern diese notwendig sind, um den gesetzlichen und verwaltungsrechtlichen Bestimmungen in Ländern, in denen die Anteile der Gesellschaft angeboten oder verkauft werden, zu entsprechen.

5.

Die Begriffe Wertpapiere und Geldmarktinstrumente umfassen auch solche Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, in die ein oder mehrere Derivat(e) eingebettet ist bzw. sind (strukturierte Produkte).

Zudem darf der Verwaltungsrat bestimmen, dass andere als die vorgenannten Vermögensgegenstände erworben werden können, wenn dies unter Berücksichtigung der anwendbaren Gesetzes und Verordnungen zulässig ist.

6.

Der Verwaltungsrat kann, im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft und in der Weise, wie in den Verkaufsunterlagen der Anteile der Gesellschaft näher beschrieben, beschließen, dass alle oder ein Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft oder eines Teilfonds auf gesonderter Grundlage gemeinsam mit anderen Vermögenswerten anderer Anteilinhaber, einschließlich anderer Organismen für gemeinsame Anlagen und/oder ihrer Teilfonds verwaltet werden oder dass alle oder ein Teil der Vermögenswerte zweier oder mehrerer Teilfonds auf gesonderter Grundlage oder im Pool gemeinsam verwaltet werden.

7.

Anlagen eines jeglichen Teilfonds der Gesellschaft können unmittelbar oder mittelbar über hundertprozentig im Eigentum der Gesellschaft befindliche Tochtergesellschaften erfolgen, entsprechend der jeweils zu treffenden Entscheidung des Verwaltungsrats und wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Anteilen der Gesellschaft beschrieben. Bezüge auf Vermögenswerte und Anlagen in dieser Satzung bezeichnen dementsprechend entweder unmittelbar getätigte Anlagen oder unmittelbar für die Gesellschaft gehaltene Vermögenswerte oder solche Anlagen oder Vermögenswerte, die mittelbar über die vorerwähnte Tochtergesellschaft für die Gesellschaft getätigt oder gehalten werden.

8.

Die Gesellschaft ist ermächtigt, wie vom Verwaltungsrat der Gesellschaft im Übereinstimmung mit den anwendbaren Gesetzen und Bestimmungen festgelegt, Techniken und Instrumente, die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente sowie andere ggf. gesetzlich zulässige Vermögensgegenstände zum Gegenstand haben, zu verwenden, wobei solche Techniken und Instrumente im Zusammenhang mit der effizienten Verwaltung des Vermögens eingesetzt werden müssen.

Art. 22. Anlageverwalter und -berater. Der Verwaltungsrat kann eine oder mehrere Gesellschaften mit der Verwaltung der Vermögenswerte im Sinne des Anhangs II des Gesetzes von 2002 für einen oder mehrere Teilfonds betrauen (eine solche Gesellschaft wird als Anlageverwalter bezeichnet). Bei einer solchen Gesellschaft kann es sich auch um eine Verwaltungsgesellschaft im Sinne von Kapitel 13 des Gesetzes von 2002 handeln, welche für die Gesellschaft auftritt. Diese Gesellschaft kann im Rahmen der täglichen Anlagepolitik der Gesellschaft gemäß Artikel 21 und unter der Gesamtaufsicht

des Verwaltungsrats, gemäß einer schriftlichen Vereinbarung, Entscheidungen zum Erwerb und zur Veräußerung von Wertpapieren und anderen Vermögenswerten der Gesellschaft treffen.

Der Anlageverwalter ist berechtigt, sich zur Erfüllung seiner oben beschriebenen Aufgaben der Hilfe Dritter zu bedienen, insbesondere einen Anlageberater zu bestellen.

Art. 23. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer ("réviseur d'entreprises agréé") geprüft, welcher von der Gesellschafterversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird. Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der Gesetzgebung über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Titel IV - Generalversammlung - Geschäftsjahr - Ausschüttungen

Art. 24. Befugnisse der Generalversammlung. Eine ordnungsgemäß gebildete Gesellschafterversammlung der Anteilhaber vertritt die Gesamtheit der Anteilhaber der Gesellschaft (die Generalversammlung). Die Generalversammlung kann über alle Angelegenheiten der Gesellschaft befinden. Ihr sind insbesondere folgende Beschlüsse vorbehalten:

- a) Bestellung und Abberufung der Mitglieder des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers sowie die Festsetzung ihrer Vergütungen;
- b) Genehmigung des Jahresabschlusses;
- c) Entlastung des Verwaltungsrates;
- d) Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses (unter Berücksichtigung der bereits vom Verwaltungsrat gezahlten Vorabauschüttungen);
- e) Änderung der Satzung;
- f) Auflösung der Gesellschaft.

Die Anteilhaber eines Teilfonds / einer Anteilklasse können zu jeder Zeit eine Generalversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds betreffen.

Art. 25. Die alljährliche Generalversammlung - Andere Generalversammlungen. Die alljährliche ordentliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts in Luxemburg an einem in der Einladung angegebenen Ort am zweiten Montag im Monat Dezember um 11.00 Uhr abgehalten.

Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg, so findet die ordentliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag statt. Die ordentliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen feststellt, dass Umstände höherer Gewalt dies erfordern.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Art. 26. Beschlussfähigkeit, Abstimmung und Einberufung. Der Ablauf der Versammlungen der Anteilhaber muss, soweit die vorliegende Satzung nichts anderes bestimmt, in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen erfolgen. Jeder Anteil berechtigt, unabhängig vom Nettoinventarwert per Anteil innerhalb eines Teilfonds/einer Anteilklasse zu einer Stimme, im Einklang mit den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung.

Jeder Anteilhaber kann sich aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, welche auch durch Telegramm, Telex oder Telefax erstellt werden kann, durch einen anderen Anteilhaber oder eine andere Person vertreten lassen.

Sofern das Gesetz oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und mitbestimmenden Anteilhaber gefasst. Die Anteilhaber können auch im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen identifiziert werden können, sowie dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung durchgehend einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen. Die Anteilhaber die auf diesem Wege an der Generalversammlung teilnehmen, gelten als anwesend im Sinne der vorstehenden Bestimmungen. Der Verwaltungsrat kann andere Bedingungen festlegen, welche die Anteilhaber erfüllen müssen, um an den Generalversammlungen teilnehmen zu können.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen. Sie kann auch auf Antrag von Anteilhabern, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, zusammentreten. Wird die Generalversammlung binnen eines Monats nach Antragstellung nicht abgehalten, so können die Anteilhaber, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, die Benennung eines Bevollmächtigten durch den Vorsitzenden der Handelskammer des Luxemburger Bezirksgerichts verlangen, welcher dann die Einberufung der Generalversammlung veranlasst. Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt in der gesetzlich vorgeschriebenen Form.

Anteilhaber, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, haben ferner das Recht, bis fünf Tage vor Abhaltung der einberufenen Generalversammlung, durch eingeschriebenen Brief weitere Punkte auf die Tagesordnung setzen zu lassen.

Sofern sämtliche Anteilhaber der Gesellschaft anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Art. 27. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. September eines jeden Jahres und endet am 31. August des darauffolgenden Jahres. Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung der Gesellschaft werden in Euro beziehungsweise in der oder den vom Verwaltungsrat bestimmten anderen Währungen erstellt.

Art. 28. Ausschüttungen. Die Generalversammlung wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie die Erträge der Gesellschaft zu verwenden sind. Sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen. Es kann keine Ausschüttung vorgenommen werden, falls durch eine solche Ausschüttung das Gesellschaftskapital unter das vom Gesetz festgelegte Mindestkapital fällt. Des Weiteren kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen. Ausschüttungen können in der Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds/der jeweiligen Anteilsklasse oder in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt. Der Verwaltungsrat kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beschließen. Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zugunsten der entsprechenden Anteilsklasse / des entsprechenden Teilfonds. Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

Die Zahlung von Ausschüttungen an die Inhaber von Namensanteilen erfolgt an deren im Anteilregister eingetragenen Adressen. Die Zahlung von Ausschüttungen an die Inhaber von Inhaberanteilen erfolgt gegen Vorlage des Kupons bei den hierzu von der Gesellschaft näher bezeichneten Stellen.

Titel V - Schlussbestimmungen

Art. 29. Auflösung und Liquidierung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 31 dieser Satzung aufgelöst werden. Sofern das Gesellschaftskapital unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt. Die Generalversammlung, welche ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Generalversammlung vertretenen Anteile entscheiden.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des Weiteren der Generalversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftskapital unter ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6 dieser Satzung fällt; in diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Quorumfordernis abgehalten und die Auflösung kann durch die Anteilinhaber entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Anteile halten. Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Nettogesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten werden kann.

Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und ordnungsgemäß von der Aufsichtsbehörde genehmigt und von der Generalversammlung ernannt werden müssen. Letztere bestimmt auch über Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren. Im Falle einer Auflösung wird der / werden die Liquidator/en die Vermögenswerte der Gesellschaft unter Wahrung der Interessen der Anteilinhaber verwerten, und die Depotbank wird den Nettoliquidationserlös (nach Abzug sämtlicher Kosten der Liquidation) auf Anweisung des / der Liquidators / Liquidatoren an die Anteilinhaber der einzelnen Anteilklassen im Verhältnis ihrer jeweiligen Rechte verteilen. Gemäß den Vorschriften des Luxemburger Rechts wird der Liquidationserlös für Anteile, die nicht zur Rückzahlung eingereicht wurden, nach Abschluss der Liquidation bei der «Caisse de Consignations» verwahrt. Werden diese nicht eingefordert, verfallen sie nach 30 Jahren.

Art. 30. Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds. Sofern aus irgendeinem Grund der Gesamtnettoinventarwert eines Teilfonds unter der Wert gefallen ist oder den Wert nicht erreicht hat, der vom Verwaltungsrat als Mindestwert für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Teilfonds festgesetzt wurde, sowie im Falle einer wesentlichen Änderung im politischen, wirtschaftlichen oder geldpolitischen Umfeld oder im Rahmen einer Rationalisierung, kann der Verwaltungsrat beschließen, alle Anteile des entsprechenden Teilfonds zum Anteilwert (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und Realisierungskosten der Anlagen) des Bewertungstages oder -zeitpunktes, zu welchem der entsprechende Beschluss wirksam wird, zurückzunehmen und den Teilfonds aufzulösen. Die Gesellschaft wird die Inhaber des entsprechenden Teilfonds vor dem Wirksamkeitszeitpunkt der Auflösung entsprechend in Kenntnis setzen, wobei die Gründe und das Verfahren für die Auflösung aufgeführt werden. Die Inhaber von Namensanteilen werden schriftlich informiert. Inhaber von Inhaberanteilen werden durch die Veröffentlichung einer Mitteilung in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen informiert, sofern die jeweiligen Anleger und deren Adressen der Gesellschaft nicht bekannt sind. Vorbehaltlich einer anderweitigen Entscheidung im Interesse der Anteilinhaber oder zur Wahrung der Gleichbehandlung aller Anteilinhaber können die Anteilinhaber des betreffenden Teilfonds die Rücknahme oder den Umtausch ihrer Anteile vor Wirksamwerden der Auflösung weiterhin kostenfrei beantragen (allerdings unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und -kosten der Anlagen). Nach Abschluss der Liquidation eines Teilfonds verbleiben die Liquidationserlöse für Anteile, die nicht eingereicht wurden, für eine Frist von höchstens sechs Monaten ab dem Datum des Abschlusses des Liquidationsverfahrens bei der Depotbank; danach werden die übrigen Liquidationserlöse bei der «Caisse de Consignations» hinterlegt.

Unter denselben Umständen wie im ersten Absatz geschildert, kann der Verwaltungsrat beschließen, die Vermögenswerte eines Teilfonds einem anderen bestehenden Teilfonds der Gesellschaft oder einem anderen OGAW oder einem anderen Teilfonds innerhalb eines solchen OGAW, zuzuteilen und die Anteile der betroffenen Teilfonds als Anteile eines anderen Teilfonds (nach einer Aufteilung oder Konsolidierung, soweit erforderlich und der Auszahlung der Anteilsbruchteile an die Anteilhaber) neu zu bestimmen. Diese Entscheidung wird den Anteilhabern in derselben Weise wie im ersten Absatz beschrieben einen Monat vor ihrer Wirksamkeit mitgeteilt, wobei die Mitteilung Angaben zu dem neuen Teilfonds enthalten wird, um den Anteilhabern während dieser Frist die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch ihrer Anteile zu ermöglichen. Die Einbringung der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten eines Teilfonds in einen «fonds commun de placement» erfordert die einstimmige Billigung aller Anteilhaber des betroffenen Teilfonds.

Die Auflösung und Verschmelzung eines Teilfonds kann jedoch auch, auf Vorschlag des Verwaltungsrates, durch eine Gesellschafterversammlung der Anteilhaber der betroffenen Teilfonds entschieden werden. Die Entscheidung betreffend die Auflösung oder Verschmelzung wird durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und mitbestimmenden Anteilhaber gefasst.

Art. 31. Änderungen der Satzung. Die Satzung kann durch eine Generalversammlung, welche den Anforderungen des Gesetzes von 1915 entspricht, geändert werden. Jede Änderung, welche die Rechte der Anteilhaber eines Teilfonds gegenüber denen eines anderen Teilfonds beeinträchtigt, unterliegt ebenfalls den genannten Quorum- und Mehrheitsanforderungen hinsichtlich jedes Teilfonds.

Art. 32. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (Depotbank) abschließen. Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies im Gesetz von 2002 vorgesehen ist.

Wenn die Depotbank den Depotbankvertrag kündigen möchte, wird der Verwaltungsrat alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten nach wirksamer Kündigung des Depotbankvertrages eine Nachfolgedepotbank zu ernennen. Der Verwaltungsrat kann den Vertrag mit der Depotbank kündigen, er kann jedoch die Depotbank nicht aus ihren Funktionen entlassen, solange keine Nachfolgedepotbank bestellt wurde.

Art. 33. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Gesetzes von 2002 geregelt.

Art. 34. Begriffsbestimmungen. Maskuline Bezeichnungen dieser Satzung schließen die korrespondierende feminine Bezeichnung ein und Bezüge auf Personen oder Anteilhaber erfassen auch juristische Personen, Personengemeinschaften oder sonstige organisierte Personenvereinigungen, unabhängig davon, ob sie Rechtspersönlichkeit besitzen oder nicht.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Rechnungsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 31. August 2009.
2. Die erste ordentliche Gesellschafterversammlung der Anteilhaber wird am zweiten Montag im Monat Dezember des Jahres 2009 stattfinden.

Zeichnung und Einzahlung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

Vontobel Management S.A., vorgenannt, dreihundertzehn Anteile, 310.

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

Gründungskosten

Die von der Gesellschaft zu tragenden Gründungskosten werden auf Euro 7.000,- veranschlagt.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes von 1915 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Gründungsversammlung der Gesellschaft

Die oben angeführten Parteien, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertreten, haben unverzüglich eine Gesellschafterversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

1. Herr Jürgen Niemeier, Abteilungsleiter Sales Banken, Landesbank Baden-Württemberg, Stuttgart, Deutschland, mit beruflicher Adresse in D-70173 Stuttgart, Am Hauptbahnhof, 2.
2. Herr Joachim Erhardt, Abteilungsleiter Structured Credit and Fund Derivatives, Landesbank Baden-Württemberg, Stuttgart, Deutschland, mit beruflicher Adresse in D-70173 Stuttgart, Am Hauptbahnhof, 2.
3. Herr Roland Franz, Geschäftsführer Vontobel Europe S.A., Luxemburg, mit beruflicher Adresse in L-1450 Luxemburg, 1, Côte d'Eich.

Herr Jürgen Niemeier wird zum Verwaltungsratsvorsitzenden ernannt.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2009.

II. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.
Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2009.

III. Sitz der Gesellschaft ist in 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Bevollmächtigte der Erschienenen, hat dieselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar, unterschrieben.

Gezeichnet: Y. ARBAUT und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 juin 2008. Relation: LAC/2008/22511. — Reçu mille deux cent cinquante euros (1.250,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): F. Schneider.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt durch Notarin Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg, in Vertretung ihres verhinderten Kollegen Notar Henri HELLINCKX, mit Amtswohnsitz in Luxemburg.

Luxemburg, den 10. Juni 2008.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2008073885/242/992.

(080086248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2008.

PensionProtect, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des Fonds PensionProtect, eingetragen in Luxemburg wurde am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zum Vermerk und zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations au Luxembourg, am 2. Juli 2008.

Luxemburg, den 20. Juni 2008.

Structured Invest S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2008080537/250/14.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2008, réf. LSO-CR10229. - Reçu 52,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080094511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2008.

Shaftesbury Asset Management Group (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 117.301.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires en date du 30 mai 2008

1. La société 2C2I S.A. a démissionné de son mandat d'administrateur.

2. Monsieur Philippe CAMUS, administrateur de sociétés, né à Choisy-le-Roy (France), le 8 septembre 1958, demeurant à CH-1206 Genève (Suisse), 3A, avenue Eugène Pittard, a été nommé administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2012.

3. Il a été confirmé que l'adresse professionnelle de Monsieur Christophe FASBENDER, administrateur, est L-1331 Luxembourg, 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

4. Il a été confirmé que l'adresse de Monsieur Miles D'ARCY-IRVINE, administrateur, est 1169 Yens (Suisse), 6, Chemin en Oussin.

Luxemburg, le 6 juin 2008.

Pour Shaftesbury Asset Management Group (Luxembourg) S.A.

Christophe Fasbender

Référence de publication: 2008076135/9096/21.

Enregistré à Luxembourg, le 17 juin 2008, réf. LSO-CR06267. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080086844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2008.

Rinnen Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9227 Diekirch, 52, Esplanade.
R.C.S. Luxembourg B 114.812.

Par la présente, la société START 56 S.à r.l. vous informe de sa démission d'administrateur de la société RINNEN INVEST S.A. ayant son siège social à L-9227 DIEKIRCH, 52, Esplanade avec effet au 20 juin 2008.

Diekirch, le 16 juin 2008.

START 56 S.à r.l.

P. MÜLLER

Référence de publication: 2008076080/2602/14.

Enregistré à Diekirch, le 17 juin 2008, réf. DSO-CR00220. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080086741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2008.

Rinnen Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9227 Diekirch, 52, Esplanade.
R.C.S. Luxembourg B 114.812.

Par la présente, la société EAST-WEST TRADING COMPANY S.à r.l. vous informe de sa démission d'administrateur de la société RINNEN INVEST S.A. ayant son siège social à L-9227 DIEKIRCH, 52, Esplanade avec effet au 20 juin 2008.

Diekirch, le 16 juin 2008.

EAST WEST TRADING COMPANY S.à r.l.

P. MÜLLER

Référence de publication: 2008076078/2602/14.

Enregistré à Diekirch, le 17 juin 2008, réf. DSO-CR00221. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080086739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2008.

Rinnen Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9227 Diekirch, 52, Esplanade.
R.C.S. Luxembourg B 114.812.

Par la présente, je vous informe de ma démission d'administrateur et d'administrateur-délégué de la société RINNEN INVEST S.A., ayant son siège social à L- 9227 DIEKIRCH, 52, Esplanade avec effet au 20 juin 2008.

Siebenaler, le 16 juin 2008.

Paul MÜLLER.

Référence de publication: 2008076081/2602/12.

Enregistré à Diekirch, le 17 juin 2008, réf. DSO-CR00219. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080086744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2008.

Den Daachdecker S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9173 Michelbouch, 15, route d'Ettelbruck.
R.C.S. Luxembourg B 96.001.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Raymond NESEN

14, rue des Vergers, L-9188 VICHTEN

Associé gérant

Référence de publication: 2008076054/1019/14.

Enregistré à Diekirch, le 9 juin 2008, réf. DSO-CR00131. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080086206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2008.

LuxeV, Société Anonyme.

Siège social: L-9515 Wiltz, 59, rue Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 108.729.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WILTZ, le 13/06/2008.

Signature.

Référence de publication: 2008076071/825/12.

Enregistré à Diekirch, le 12 juin 2008, réf. DSO-CR00170. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080086348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2008.

European Financial and Partners S.A. Soparfi, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-9942 Basbellain, Maison 12.
R.C.S. Luxembourg B 107.105.

Par la présente, je vous informe de ma démission de commissaire aux comptes de la société EUROPEAN FINANCIAL AND PARTNERS S.A. SOPARFI, ayant son siège social à L-9942 BASBELLAIN, Maison 12, avec effet au 31/12/2007.

Marche-en-Famenne, le 5 juin 2008.

Philippe MONCOUSIN.

Référence de publication: 2008076077/2602/12.

Enregistré à Diekirch, le 17 juin 2008, réf. DSO-CR00217. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080086736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2008.

DWS Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 86.435.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2007 wurde beim Register de Commerce et des Sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS Investment S.A., Verwaltungsgesellschaft
Unterschriften

Référence de publication: 2008076046/1352/14.

Enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2008, réf. LSO-CR04626. - Reçu 604,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080085793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2008.

Plafolux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1274 Howald, 75, rue des Bruyères.
R.C.S. Luxembourg B 13.625.

Il résulte d'une lettre datée du 21 décembre 2001 que Monsieur Walter TOFFOLO a démissionné de ses fonctions de gérant technique de la société PLAFOLUX SARL à compter de cette date.

Pour extrait aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2008.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008076110/317/16.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juin 2008, réf. LSO-CR03929. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080086811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2008.

E.P. Véhicules S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 5, Ancienne route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 65.011.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juin 2008.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2008076042/1132/14.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juin 2008, réf. LSO-CR03309. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080085850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2008.

Glacier Investment II Holdings, Société à responsabilité limitée holding.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.
R.C.S. Luxembourg B 111.639.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MERCURIA SERVICES
8-10, rue Mathias Hardt, B.P. 3023, L-1030 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2008076043/1005/14.

Enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2008, réf. LSO-CR04831. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080085854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2008.

Ageplan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9515 Wiltz, 59, rue Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 96.347.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WILTZ, le 13/06/2008.

Signature.

Référence de publication: 2008076067/825/12.

Enregistré à Diekirch, le 12 juin 2008, réf. DSO-CR00168. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080086344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2008.

Continental Finance Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 3, avenue Pescatore.
R.C.S. Luxembourg B 64.751.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17.06.2008.

CONTINENTAL FINANCE GROUP S.A.
Signature

Référence de publication: 2008076297/3392/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 juin 2008, réf. LSO-CR06312. - Reçu 115,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080086808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2008.

Immomit, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 48.401.

Le bilan au 31 décembre 2007, ainsi que l'annexe et les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008075732/833/13.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juin 2008, réf. LSO-CR03252. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080085264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2008.

Westerwald Haus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5540 Remich, 36, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 76.282.

Les comptes annuels établis au 31/12/2002 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16.06.2008.

Pour la société WESTERWALD HAUS SA
FIDUCIAIRE SOCOFISC S.A.

Signature

Référence de publication: 2008075982/745/15.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juin 2008, réf. LSO-CR02265. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080085765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2008.

Gremir S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 14.109.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2008.

Henri HELLINCKX

Notaire

Référence de publication: 2008077800/242/12.

(080088147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2008.

Infoservers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5290 Neuhaeusgen, 2, Kiischtewee.
R.C.S. Luxembourg B 68.934.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18.06.2008.

Pour le gérant

Signature

Référence de publication: 2008077140/3114/14.

Enregistré à Luxembourg, le 18 juin 2008, réf. LSO-CR06760. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080087317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2008.

E.E.D. S.A., European Energy Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9515 Wiltz, 59, rue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 99.116.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WILTZ, le 31/06/2008.

Signature.

Référence de publication: 2008076060/825/12.

Enregistré à Diekirch, le 12 juin 2008, réf. DSO-CR00163. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080086332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2008.

First Service Computers Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9011 Ettelbruck, 80, rue de Bastogne.

R.C.S. Luxembourg B 92.761.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 16 juin 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008076049/591/12.

Enregistré à Diekirch, le 16 juin 2008, réf. DSO-CR00191. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080086146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2008.

Thewix Radiology, Société Anonyme.

Siège social: L-9175 Niederfeulen, 17C, rue de la Fail.

R.C.S. Luxembourg B 92.870.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 16 juin 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008076051/591/12.

Enregistré à Diekirch, le 12 juin 2008, réf. DSO-CR00171. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080086150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2008.

Galen Industry S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 69.361.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement en date du 6 juin 2008, que:

Est réélue Administrateur pour la durée d'une année, son mandat prenant fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2008

- Madame Mireille GEHLEN, Licenciée en Administration des Affaires, demeurant professionnellement au 25, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

Luxembourg, le 6 juin 2008.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008076111/802/18.

Enregistré à Luxembourg, le 16 juin 2008, réf. LSO-CR05185. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080086867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2008.

European Value Partners Advisors, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 131.944.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juin 2008.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2008076040/1132/14.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juin 2008, réf. LSO-CR03311. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080085847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2008.

S.P.A. Trans S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6734 Grevenmacher, 20, Gruewereck.

R.C.S. Luxembourg B 65.978.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2008.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2008076039/1132/14.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juin 2008, réf. LSO-CR03312. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080085845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2008.

Firma ZIMMER S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5435 Oberdonven, 6C, rue de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 105.261.

Die verkürzte Bilanz zum 31. Dezember 2007 ist beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschriften.

Référence de publication: 2008076103/8479/12.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juin 2008, réf. LSO-CR02405. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080086542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2008.

Assurisk, Société Anonyme.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 30.328.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2008.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2008076302/2153/14.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juin 2008, réf. LSO-CR01619. - Reçu 48,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080086493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2008.

Standard International Holdings S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 39.445.

Les comptes consolidés au 31.12.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juin 2008.

Pour STANDARD INTERNATIONAL HOLDINGS S.A., Société Anonyme Holding

Experta Luxembourg, Société anonyme

Liette HECK, Catherine DAY-ROYEMANS

Référence de publication: 2008076294/1017/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juin 2008, réf. LSO-CR03598. - Reçu 176,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080086492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2008.

Tor-Isteg-Steel-Corporation, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 5.323.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Nicole BERVARD

Administrateur

Référence de publication: 2008076303/226/13.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juin 2008, réf. LSO-CR03883C. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080086416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2008.

**Lion/Hotel Lux 1, Société à responsabilité limitée,
(anc. Ozlo Investments S. à r.l.).**

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 133.460.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juin 2008.

ATC Management (Luxembourg) S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2008076032/751/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juin 2008, réf. LSO-CR03529. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080085745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2008.

Pirooz S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 68, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 125.796.

Le bilan abrégé au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2008076109/8479/12.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juin 2008, réf. LSO-CR02413. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080086562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2008.
